

# LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

## NOTRE ENQUÊTE

auprès des personnalités politiques et littéraires européennes

sur

## LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes :

1<sup>o</sup> *Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?*

2<sup>o</sup> *Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?*

3<sup>o</sup> *Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression des minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?*

4<sup>o</sup> *Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?*

5<sup>o</sup> *Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?*

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de :

Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromski, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Marguerite, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Verfenil, Charles Rappoport (France); Dr. Max Uebelhör (Allemagne); Independent Labour Party, James Maxton, prés., A. Fenner Brockway secr., Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Ponsonby, Ben Tillett (Angleterre); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag (Autriche); Louis Piérard, Maurice Bourquin (Belgique); P. Istrati (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel Duivillard (Suisse); Frantichek Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly (Tchécoslovaquie); Victor Serge (U. R. S. S.).

### Réponse du Parti Socialiste Genève

#### Charles Burklin

Né le 30 septembre 1881, fonctionnaire postal.

Président central du parti socialiste genevois. Participa au mouvement syndical et contribua surtout à l'organisation du personnel d'Etat.

Président central de la Société suisse des fonctionnaires postaux de 1914 à 1917, puis président de la Ligue du personnel à traitement fixe jusqu'en 1920, il devint secrétaire de l'Union fédérative du personnel de la Confédération, association groupant 60.000 adhérents.



Elu en 1919 député au Grand Conseil de Genève, il présida ce corps en 1925. Membre du Conseil municipal du Petit-

Sacconex depuis 1922. Elu au Conseil des Etats (Sénat) en 1922, il fut réélu en 1925.

S'est voué spécialement à la question du logement et a contribué à l'élaboration des réglementations tendant à atténuer la pénurie des logements pendant la guerre et après. En 1918, à la suite d'une série de conférences, il mit la première main à la constitution d'une société coopérative d'habitation. Cette société possède actuellement à Genève une cité-jardin avec 120 maisons.

#### Lucien Guiland



Né en 1885, fonctionnaire postal, secrétaire du groupe socialiste rural, secrétaire du Comité central du parti socialiste genevois.

M. Liaptcheff qui, soi disant, était venu inaugurer en Bulgarie un régime beaucoup plus libéral et pacifique que M. Tsankoff, a osé accomplir le geste brutal devant lequel M. Tsankoff avait toujours reculé : mettre la main sur Anton Strachimiroff, cette gloire artistique et morale de la Bulgarie actuelle. Quelques mensonges lui en ont donné le prétexte.

Tel est le fait devant lequel nous devons protester hautement. Cet acte de M. Liaptcheff, est un véritable défi. Si quelqu'un devait être respecté par les spadassins et les agents de l'autorité, c'est cet homme qui se plaçant à l'écart de la politique des partis, ne voyait que l'iniquité commise à l'égard des travailleurs, des déshérités, des exploités, s'est fait le champion d'une cause humaine et par là honore la Bulgarie contemporaine que les extravagances sanglantes d'un gouvernement désordonné ne parviennent pas à déshonorer.

Henri Barbusse

## Politique extérieure et politique intérieure dans les Balkans

A l'heure actuelle, on peut constater une détente dans les rapports entre les Etats balkaniques. Le danger d'un conflit armé s'était manifesté un moment, il y a quelques semaines, lorsque des incidents s'étaient produits à la fois sur la frontière bulgare-roumaine et sur la frontière serbo-bulgare. Le général Averesco avait proclamé l'état de siège en Dobroudja où il avait procédé à des concentrations de troupes. Le haut commandement yougoslave se préparait à une expédition punitive contre le cabinet de Sofia. La note envoyée par M. Nintchitch à M. Bourouff et contre-signée par MM. Mitilineu et Roufos avait provoqué l'inquiétude. Mais, à ce moment les grandes puissances ne se souciaient pas de voir une conflagration éclater dans les Balkans. Ils avaient en effet d'autres préoccupations. Crise financière en France, crise minière en Angleterre, événements de Chine, préparations des assises de Genève, c'eût été vouer la Société des Nations à une mort immédiate que de ne pas obtenir de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie un témoignage de déférence. Les diplomates occidentales se mirent en campagne ; elles déterminèrent les puissances voisines de la Bulgarie à atténuer leurs exigences et la Bulgarie elle-même à écouter plus patiemment les remontrances qu'on lui faisait.

La Grèce était d'ailleurs en gestation d'une nouvelle guerre ; la Roumanie négociait à la fois avec la France et avec l'Italie et attendait de cette dernière un prêt substantiel ; la Yougoslavie se doutait qu'au cas de lutte balkanique le cabinet de Rome ne profiterait de ses embarras pour soulever une querelle. Quant à la Bulgarie, qui sollicitait de la S. d. N. un emprunt, elle ne voulait pas compromettre le succès de sa requête.

Mais croire que la paix s'est consolidée dans la péninsule parce qu'elle n'a pas été brusquement troublée en août, c'est se faire des illusions inconcevables.

La Bulgarie, dans ses journaux officiels, affirme son respect de l'ordre établi (qui d'ailleurs, n'est nullement respectable), sa volonté de maîtriser les éléments belliqueux, la loyauté intégrale de ses attitudes. Chacun peut mesurer le degré de sincérité des hommes qui sont à sa tête. Depuis la guerre mondiale, rien n'est changé à Sofia. Les ministres actuels de Boris ont la même mentalité, le même programme, les mêmes convoitises que les ministres de Ferdinand jadis. La classe dirigeante bulgare n'a jamais négligé une occasion de mettre le feu aux poudres de l'Europe dans l'espoir de retirer d'une conflagration quelque bénéfice territorial. Les militaires macédoniens la dominent souvent et la terrorisent, mais ils sont encore plus souvent les instruments de son expansionnisme. Pour l'instant, la bourgeoisie bulgare et les militaires macédoniens attendent les circonstances propices. Ne dit-on pas qu'ils négocient en sous-main avec l'Italie et avec la Hongrie pour former une Ligue internationale du fascisme ?

Quant aux Etats qui enveloppent la Bulgarie et dont deux au moins, la Grèce et la Yougoslavie, viennent de signer une alliance visant selon toute présomption au démembrement futur de cette Bulgarie, ils n'ont jamais marqué leur désintéressement. Leur impérialisme est indéniable. La Yougoslavie a remplacé l'Autriche comme Etat des nationalités et, pas plus que l'empire des Habsbourg elle ne réserve à ces minorités ethniques le minimum de liberté. C'est sa composition hétérogène qui peut l'entraîner demain à une nouvelle expédition. Elle rêve d'hégémonie dans les Balkans et c'est d'abord la Bulgarie qui subira l'assaut de ces appétits.

Qui donc aurait foi dans l'esprit pacifique de la Grèce, où la dictature militaire ne s'écroule que pour faire place à une autre dictature militaire ? Or, pour tenir en haleine une armée virtuellement maîtresse des affaires publiques, il est nécessaire de temps à autre de lui offrir une expédition. Contre qui la Grèce se lancerait-elle si ce n'est contre le voisin de Sofia ?

La Roumanie se trouve dans la même condition que la Yougoslavie. Elle aussi est un conglomérat de peuples. Elle aussi

est sous la tutelle des prétoriens que le général Averesco personnifie au pouvoir. Ces boyards, aux prises avec de grosses difficultés politiques et sociales, chercheront un dérivatif dans une guerre facile. La paix balkanique ne sera jamais qu'un leurre tant que les gouvernements de la presqu'île seront monarchiques, militaires, capitalistes.

Tels sont bien leurs caractéristiques qui se révèlent à première vue.

A Athènes, Kondylis essaie d'assimiler les prolétaires révolutionnaires aux royalistes et de dénoncer un concert entre les uns et les autres. Il ne trompe personne.

A Bucarest on assassine les communistes jusque dans leurs prisons et toute liberté d'opinion est étouffée.

A Belgrade, la dictature, pour être civile, n'est pas moins brutale qu'ailleurs.

A Sofia c'est par milliers que les communistes et les agrariens ont été tués et chaque jour apporte son membre. Fort opportunément M. Liaptcheff a découvert une nouvelle conspiration.

Lorsque les gouvernements balkaniques se rapprochent les uns des autres temporairement, c'est pour exercer au dedans une réaction éhontée. De tels régimes peuvent-ils longtemps subsister ?

Paul Louis

## Après l'échange des notes diplomatiques Le « danger bolchévik »

Le 11 août les gouvernements yougoslave, roumain et grec ont remis au gouvernement bulgare une note dans laquelle ils lui demandaient de prendre « des mesures sérieuses pour que les activités nuisibles des Comités révolutionnaires en Bulgarie cessent définitivement ». Le 27 du même mois le gouvernement bulgare a répondu à cette note collective. Il a déclaré que l'activité des bandes agissant en Yougoslavie aurait diminué en comparaison avec le passé et que des bandes d'agrariens et de communistes auraient pénétré de la Yougoslavie en Bulgarie. Il a promis en même temps de prendre « des mesures des plus énergiques pour détruire les organisations illégales en Bulgarie ».

La note collective a été provoquée par les actions des bandes fascistes à la solde du gouvernement bulgare, et pourtant ce dernier parle de « l'action illégale des communistes et des agrariens ».

Avant de remettre sa note de réponse, le gouvernement bulgare a vraiment pris toutes les mesures possibles qu'un pouvoir sanguinaire pouvait prendre pour démontrer qu'il a appliqué des mesures sérieuses. Mais contre qui ? Non contre ses organisations terroristes et ses bandes de brigands, mais contre les ouvriers et paysans bulgares et les émigrés.

Le gouvernement de Sofia a profité de la note des gouvernements voisins pour renforcer « la terreur dans le pays. Il a commencé par « découvrir des complots » ; puis il a opéré des arrestations, organisé des assassinats, proclamé l'état de siège dans plusieurs arrondissements du district de Pleven. Dans l'arrondissement de Troyan, rien que dans les villages de Golema-Jelesna et Borima 20 personnes ont été arrêtées et assassinées toutes et leurs cadavres enterrés dans deux fosses dans une forêt près de la route (Narod du 21 août). Le nombre des assassinés dans ledit arrondissement dépasse 100 — la population pousse des cris d'alarme et de terreur devant ces nouvelles atrocités de ce nouveau Kirdjali ; elle est désespérée et se demande : N'y a-t-il donc personne qui puisse nous aider ? pas un état quel qu'il soit qui veuille nous conquérir et nous délivrer des nôtres ? (Narod de la même date). Le gouvernement a « découvert » une « organisation conspirative » à Sliven et il y a arrêté 30 ouvriers et tué le nommé Moldovski. Ce gouvernement ne permet pas aux ouvriers de ce grand centre industriel bulgare de tenir des réunions de n'importe quelle nature. Il a torturé bestialement des gens paisibles de la ville dans les bureaux mêmes de la sous-préfecture à Nova-Zogora ; il a fait pendre un détenu dans l'écurie attenante à la maison où se trouvent ces bureaux (Znamé du 9 septembre) ; il a fait opérer à Plovdiv des arrestations de dizaines d'ouvriers et d'intellectuels et dernièrement il a « découvert » une « conspiration » à Sofia où il a arrêté plus de 20 personnes, dont le célèbre écrivain Anton Strachimiroff, le journaliste Jordan Grantcharoff, Ivan Jantcheff, Tchitchovsky, Panoff et beaucoup d'autres. Le journal indépendant *Novini* est suspendu. Des militants syndicalistes sont arrêtés dans tout le pays. La clique gouvernementale de Sofia a abattu son poing aussi sur le mouvement dobroudjanais ; elle a tué à proximité de la frontière roumaine quatre militants dobroudjanais dont le héros du mouvement de libération dobroudjanais Doltcho Mikhailoff. Elle a arrêté aussi plus de 100 émigrants dobroudjanais et les a fait interner dans la Bulgarie du Sud et dans le district de Pétritch. Nous ne parlons pas ici des actes de violences et des excès qui sont

commis quotidiennement sur les habitants paisibles par les organes du gouvernement et par les « facteurs irresponsables », c'est-à-dire la Ligue Militaire, l'Organisation des assassins et des traîtres de la cause macédonienne Protoguéroff et Ivan Mikhaïloff, les Wrangéliens et les Sociétés fascistes xénophobes « Rodna Zachtita » et « Koubrat ».

Le gouvernement de la Ligue Militaire qui voyait tous les jours sa situation s'ébranler davantage, qui voyait s'approcher le moment de son effondrement, a profité de la note collective des états voisins pour agiter le « spectre » du bolchévisme et pour essayer de justifier ses nouvelles mesures sanguinaires.

Le gouvernement Liaptcheff fait les plus grands efforts pour constituer un bloc des gouvernements réactionnaires des Balkans contre les ouvriers et paysans et contre les minorités nationales dans les Balkans. Il y a deux ans le gouvernement Tsankoff fit des offres à Pachitch et à Bratiano pour former un tel bloc — mais il n'y réussit pas entièrement. Maintenant, à la suite des incursions de ses bandes fascistes en Yougoslavie et en Roumanie, il renie les forfaits de ses créatures espérant ainsi gagner pour ses fins les gouvernements voisins. Il proclame à hauts cris, à gauche et à droite, dans la presse bulgare et étrangère, qu'il a des preuves irréfutables qu'en Dobroudja, tout près de la frontière, il y aurait des bandes soutenues par Moscou, qu'il existerait à Vienne une « centrale » qui aurait élaboré « pour le renforcement du Comité balkanique, et spécialement de la section bulgare, le plan de commettre des attentats sur des étrangers habitant la Bulgarie, en premier lieu contre les missions diplomatiques étrangères et tout particulièrement contre celles des grandes puissances dont les gouvernements entretiennent les meilleures relations avec le gouvernement actuel bulgare » (*Zora*, organe de Liaptcheff, du 9 septembre). Tout cela, le ministre des affaires étrangères Bouroff l'a déclaré dans l'organe de M. Nintchitch, le *Vreme* de Belgrade. Ces déclarations ont provoqué la protestation du journal viennois *Reichspost*, organe du gouvernement autrichien.

Voilà comment le gouvernement de la terreur blanche en Bulgarie veut justifier les meurtres, les arrestations en masse et les actes de terreur commis par lui sur le peuple travailleur bulgare.

Cette nouvelle diversion du gouvernement bulgare n'endura cependant pas en erreur l'opinion publique européenne pour laquelle elle est destinée, mais elle donnera sans aucun doute aux protecteurs de la clique sanguinaire de Sofia, aux gouvernements impérialistes anglais et italien, des arguments pour essayer de justifier les mesures sanguinaires de Liaptcheff-Volkoff. Du reste, même sans cette nouvelle diversion, ces gouvernements, et surtout celui de M. Baldwin, ont donné leur appui matériel et moral au gouvernement de la Ligue militaire bulgare. On a pu voir ceci par l'avance de 400.000 livres sterling faite par la Bank of England sur l'emprunt autorisé par la Société des Nations.

La guerre diplomatique entre la Yougoslavie, la Roumanie et la Grèce d'une part et la Bulgarie de l'autre a servi à ren-

forcer la terreur sur les masses travailleuses non seulement en Bulgarie, mais dans les autres pays balkaniques aussi. Et elle a servi de prétexte aux autres états balkaniques pour renforcer les mesures oppressives contre les ouvriers et les paysans et contre les minorités nationales.

Ainsi, les mesures du gouvernement bulgare contre l'émigration dobroudjanaise ont donné au gouvernement roumain la possibilité de justifier la terreur qu'il exerce sur la population en Dobroudja et de renforcer l'oppression, la dénationalisation et l'extermination de cette population.

Les « révélations » de Liaptcheff et de Bouroff ont donné au gouvernement Averesco le moyen d'essayer de justifier la terreur et les assassinats de militants de la Dobroudja et de la Bessarabie et la première victime en a été Tkatchenko, et Stefanoff se trouve tous les jours sous la menace d'une fin tragique identique.

En Serbie le gouvernement Ouzounovitch a « découvert » une « organisation conspirative » dans le district de Tsaribrod ce qui lui a permis d'y arrêter 18 personnes et d'emprisonner, en Macédoine, un grand nombre d'ouvriers, d'artisans et d'intellectuels sous le prétexte qu'ils avaient déployé une activité communiste.

En Grèce le nouveau dictateur Kondylis arrête à Salonique des ouvriers par dizaines, parce qu'ils ont fait une démonstration contre l'ancien dictateur Pangalos en revendiquant le rétablissement des libertés constitutionnelles. Le gouvernement du nouveau dictateur a relâché les chefs des partis bourgeois arrêtés, mais il continue à garder dans les prisons à Salonique, à Cavalla, à Athènes, au Pirée et dans les îles des paysans et des ouvriers grecs et macédoniens.

Et après les notes, les relations entre les gouvernements actuels des Balkans restent les mêmes : entre la Yougoslavie et la Roumanie, lutte pour l'hégémonie dans les Balkans ; efforts de la Grèce d'échapper aux coups menaçants de la Yougoslavie, traité conclu par Pangalos avec Ouzounovitch ; tentatives du gouvernement bulgare de maintenir et de renforcer son pouvoir.

Tout comme jusqu'à présent les bandes de Protoguéroff et de Wrangel, les faisceaux du général Chkoinoff, les bataillons de Porkhoff et K. Stoyanoff, et les compagnies des différents organisations sportives et fascistes continuent leurs actions sanguinaires sur les cadavres des peuples travailleurs bulgare, dobroudjanais et macédonien. Les bandes de Tsikliff, Kalamathieff, Trbitch et Tsirtsouriskiy et celles du capitaine Stéfan continuent à battre et à massacrer le peuple macédonien, les ouvriers et les paysans serbes et grecs. Les bandes de la « Mobila » du capitaine Popescu et les groupes de l'« Acțiuna Romaneasca » continuent à ravager la Dobroudja.

Le résultat du tournoi diplomatique a été le renforcement des régimes de sang en Bulgarie, en Yougoslavie, en Grèce et en Roumanie.

Le gouvernement bulgare fait tête de file : il conduit le sabbat machiavélique.

G. Kazanovsky

## La question de la Bessarabie et le traité italo-roumain

### Un exposé de M. Stere, ancien président du « Sfatul Tseri »

Dans le traité d'amitié conclu à Rome entre l'Italie et la Roumanie on a évité de mentionner si peu que ce soit la Bessarabie, dont l'annexion par la Roumanie n'a pas encore été reconnue par l'Italie, qui n'a pas ratifié le traité respectif, signé à Paris le 28 octobre 1920. Au contraire à l'occasion de l'échange de lettres qui a eu lieu entre Mussolini et Averesco après la signature du traité italo-roumain, Mussolini dans sa lettre adressée à Averesco déclare que « la ratification du traité (sur l'annexion de la Bessarabie — N. D. L. R.) de la part du gouvernement italien n'aura lieu qu'au moment où elle pourra être faite sans préjudice des intérêts d'ordre général de l'Italie », c'est-à-dire quand la Russie sera d'accord — en d'autres mots : jamais. Par la suite une grande nervosité s'est emparé des hommes politiques à Bucarest, particulièrement des Bratianistes, mais aussi des Tsaranistes, qui profitaient justement de l'occasion pour porter la question de la Bessarabie, torturée et humiliée, à l'ordre du jour.

La manifestation la plus importante dans ce sens est le grand et énergique exposé fait par M. Stere, ancien président du *Sfatul Tseri* (assemblée bessarabienne qui a soi-disant « voté » l'union avec la Roumanie) professeur à l'Université de Jassy et député le plus représentatif de la Bessarabie au parlement roumain. Cet exposé est, par la personnalité de son auteur, d'une importance internationale de tout premier ordre.

Il faut retenir le détail caractéristique que le gouvernement interdit à M. Stere, élu à plusieurs reprises député à Soroki et ailleurs, de rentrer dans sa circonscription électorale qu'il n'a plus visitée ainsi depuis les élections.

Nous reproduisons quelques passages de cet exposé d'après l'*Adeverul* des 25 et 26 septembre parce qu'ils constituent une

documentation en plus, et des plus éloquentes, de la question de la Bessarabie. Certainement M. Stere est, quoique dans une mesure plus réduite que l'oligarchie, prisonnier de l'idéologie patriotique grand-roumaine. Mais précisément pour ce motif les affirmations de son exposé reçoivent une valeur plus grande. Faites par un patriote, ces affirmations deviennent un document significatif à un degré plus haut encore.

Après une introduction générale M. Stere dit :

« Il est évident que la Roumanie ne peut pas invoquer comme titre sur la Bessarabie le droit de conquête, et pour deux motifs : d'abord parce que la Roumanie n'a pas été en état de guerre avec la Russie et n'a pas étendu sa frontière jusqu'au Dniestre par la force des armes ; et en second lieu, même une annexion par la force des armes ne peut recevoir la sanction du droit public international que par un traité de paix, puisque avant la conclusion de ce traité de paix existait l'état de guerre et donc le droit est resté en suspens. Mais nous n'avons aucun traité avec la Russie en ce qui concerne la Bessarabie. Par conséquent nous ne pouvons trouver aucune issue dans cette direction.

« Si nous ne pouvons pas affirmer notre droit sur la Bessarabie sous le titre de conquête... notre droit ne peut ressortir que de l'affirmation de la volonté nationale, de l'affirmation du droit d'autodétermination des peuples. »

Et M. Stere démontre que, si cette affirmation de la volonté nationale de la Bessarabie existe « la sanction du droit international ne peut dépendre de l'existence d'un traité quelconque ». Si au contraire la Bessarabie « constitue un simple territoire occupé militairement sans aucun titre de droit » alors, oui, une sanction du droit international est nécessaire. La conclusion qui

se dégagé donc des déclarations de M. Stere est que les efforts de l'oligarchie roumaine pour obtenir la « sanction du droit international » par la ratification de l'annexion de la Bessarabie portent atteinte au droit actuel de la Roumanie sur la Bessarabie....

M. Stere rappelle la condition incluse dans la « déclaration d'union du Sfatul Tseri » qui impose la convocation sans retard d'une Assemblée nationale Constituante, « élue librement par le suffrage universel de tous les Roumains et appelée à construire sur cette base de la volonté nationale l'édifice politique de la Roumanie Unie ». A la place de cette méthode de consolider le nouvel état roumain, les « grands hommes d'état et les patriotes éclairés » ont pensé qu'ils étaient appelés à le « consolider » par la méthode bismarkienne.

« Peu de semaines après le vote de la déclaration d'union, déclare M. Stere, a été envoyé en Bessarabie une sorte de proconsul aux pouvoirs dictatoriaux ; et depuis lors les gouvernements qui se sont succédés en Roumanie n'ont eu semble-t-il d'autre souci en ce qui concerne la Bessarabie que de la calomnier vis-à-vis de l'étranger comme un pays rebelle, bolchéviste, dirigé et représenté par des traîtres ou de révolutionnaires, et de torturer la plus pacifique et la plus paisible population par un régime d'oppression et spoliation sans analogie même dans l'Europe d'aujourd'hui. Une telle politique intérieure ne peut donner qu'une base très fragile pour une action internationale....

« ... Le Royaume de Roumanie ne pouvait pas demander aux puissances de l'Entente la permission d'annexer une province qu'il n'a pas conquise et qui n'a jamais appartenu à ses puissances. Et bien sûr, la Bessarabie n'a appartenu ni à l'Angleterre, ni à la France, ni à l'Italie, ni au Japon, pour que ces puissances amies nous la cèdent.... Mais le gouvernement roumain aurait pu se créer une position internationale incontestable s'il parlait au nom d'un peuple qui — en vertu du droit d'autodétermination, de la « souveraineté » nationale — affirmait sa volonté de vie nationale libre et indépendante....

« Mais comment les différents gouvernements roumains pouvaient-ils justifier le rôle de parler au nom du droit d'autodétermination, ces gouvernements qui devaient leur existence à des intrigues occultes et qui fondaient leur pouvoir exclusivement sur la force brutale et sur la fraude... ces gouvernements qui ne peuvent vivre que sous l'abri de l'état de siège et de la censure... ces gouvernements dont la vie n'est que le déploiement cynique et brutal de l'arbitraire, l'affirmation violente de la soif de domination ? Comment peuvent-ils invoquer le principe de souveraineté nationale, ces gouvernements qui, après s'être fabriqués un parlement par le vol des urnes pour justifier l'octroi au pays d'un simulacre de constitution, piétinent celle-ci le lendemain sans aucun scrupule — comment pouvaient-ils particulièrement parler au nom des revendications nationales de la Bessarabie ces gouvernements qui ont transformé cette province en colonie africaine, qui l'écrasent chaque jour sous le talon des gendarmes... ces gouvernements qui, non

seulement y ont supprimé toute vie civique, mais pourchassent sauvagement les membres du « Sfatul Tseri », auteurs de la déclaration d'union.... ces gouvernements qui, comme dans la dernière campagne électorale, ont osé — pour anéantir l'expression de la volonté populaire — arrêter, torturer, bâtonner les candidats qui depuis des années et des années représentent en Bessarabie la conscience nationale — comme a été battu jusqu'au sang l'ancien secrétaire du « Sfatul Tseri », comme a été arrêté et mené entre baïonnettes « de poste, en poste » (c'est-à-dire mené à pied par les gendarmes à cheval de village en village jusqu'au centre administratif — N. D. L. R.) l'ancien délégué de la Bessarabie à la conférence de paix de Paris, comme ont été arrêtés et tenus sous la garde des gendarmes, sans manger, les deux anciens présidents du « Sfatul Tseri » ?...

« Cette triste réalité a dû fatalement produire des conséquences en ce qui concerne la situation internationale aussi et réduire notre action diplomatique à d'infructueux essais de jeter de la poussière aux yeux du monde, d'ajouter au mensonge de notre vie constitutionnelle le bluff des succès diplomatiques.

« Ici réside toute l'explication de la convention italo-roumaine tant discutée. »

M. Stere examine ensuite le traité italo-roumain, qui rend plus difficile encore la solution de la question roumaine en faveur de la Roumanie. Malheureusement M. Stere, pour faire état de son patriotisme, répète la fable de l'oligarchie et fait croire que la Russie actuelle est un péril pour la Roumanie, dans « sa marche vers Constantinople » et que « la question de la frontière du Dniestre ne soulève pas seulement la question de l'union avec la Bessarabie mais menace notre existence même comme Etat ». Il est vrai que la question de la Bessarabie soulève la question de la Roumanie entière. Mais non parce que l'une comme l'autre sont menacées par l'« expansionnisme russe », mais parce que la libération de la Bessarabie du joug de l'oligarchie roumaine aura lieu par l'alliance des masses opprimées de Bessarabie avec les masses opprimées de la Roumanie contre la domination brutale et sanglante de l'oligarchie.

M. Stere croit bon de conclure son exposé par la formulation de l'alternative suivante qui, tout en respirant un patriotisme alarmiste non fondé contre l'Union Soviétique qui menacerait l'existence de la Roumanie, est pourtant assez caractéristique et mérite d'être retenue :

« Un peuple de citoyens, un peuple de 17 millions de citoyens, constitue une force au-dessus de laquelle personne ne peut passer même sans des traités, parce qu'une barrière de 17 millions de cadavres peut endiguer toute expansion nationale.

« Mais un troupeau de 17 millions d'esclaves ne peut point trouver la force nécessaire pour s'opposer à une attaque du dehors, et pas même le prestige nécessaire pour imposer la sanction du droit public international en faveur de son existence d'Etat. »

L'exposé de M. Stere a fait une profonde impression en Roumanie. Elle fera une impression analogue à l'étranger aussi, vu la personnalité et les qualités de M. Stere.

## Le mouvement révolutionnaire en Dobroudja sous les coups de la réaction roumaine et bulgare Massacres en masse en Dobroudja, internements, arrestations et assassinats des émigrés dobroudjanais en Bulgarie. Les gouvernements fascistes d'Averesco et de Liaptcheff en action commune contre la lutte de libération des Dobroudjanais.

La Dobroudja et le mouvement révolutionnaire dobroudjanais se trouvent ces derniers temps sous les coups cruels et atroces du fascisme roumain et bulgare personnifié par le gouvernement du général Averesco et de celui de Liaptcheff et Volkoff.

Le gouvernement Averesco en Roumanie a non seulement continué la politique réactionnaire de son prédécesseur Bratiano vis-à-vis des minorités nationales, mais il a renforcé les mesures barbares tendant à leur oppression culturelle et nationale, à leur dénationalisation.

En Dobroudja tout particulièrement, par des moyens d'une brutale terreur policière, ce gouvernement a réduit à un extrême minimum les libertés politiques et civiles de la population. En vertu d'une loi pour la « vérification des titres de propriété », il a ravi, comme un cynique brigand, les terres aux paysans et les a distribuées à des colons koutso-valaques (Roumains-Macédoniens). Quelques dizaines de milliers de Koutso-Valaques sont déjà installés dans le pays et le gouvernement organise et arme ces colons pour les opposer au moment opportun à la lutte de libération des Dobroudjanais.

Les organisations des Koutso-Valaques constituées sous le nom d'« Acțiuna Romaneasca », par leur bandes armées dites « Mobila », qui se trouvent sous le commandement du capitaine Popescu, le chef de la fameuse gendarmerie de Silistra, tiennent le pays sous une terreur constante — toutes sortes d'actes

illégaux, des vols, des pillages, des massacres de la population paisible sont à l'ordre du jour.

A l'occasion des élections législatives qui s'approchaient, le gouvernement Averesco a commencé, au mois de mai dernier, par l'intermédiaire du ministre de l'intérieur M. Octavian Goga, des pourparlers avec les minorités dobroudjanaises — minorités qui représentent les 98% de la population — pour conclure un pacte électoral. Les modestes revendications des minorités concernant la réouverture de leurs écoles et de leurs églises, et le rétablissement de leurs libertés civiles, furent considérées par le gouvernement comme exorbitantes, et il rompit les pourparlers.

Car le général Averesco disposait d'autres moyens pour triompher aux élections. A l'occasion d'un incident de frontière qui se produisit alors et au cours duquel un soldat roumain fut tué, le gouvernement opéra des arrestations en masse en Dobroudja, fit tuer 25 paysans dobroudjanais des villages de Chahinlar, Kutchuk-Akbounar, Kabourga, Carvan, Popina, Denizler, et fit jeter dans les prisons 80 autres personnes. La presse roumaine, de son côté, entreprit une campagne pour démontrer qu'il existait des « bandes armées » de l'organisation révolutionnaire dobroudjanaise. Et après cette provocation, le général Averesco fit à l'aide de la terreur policière de telles élections que la population dobroudjanaise est restée sans représentant au parlement.

A l'occasion, également, d'une incursion de brigands dans le

village de Staro Selo (arrondissement de Toutrakan), le 4 juillet dernier, les autorités roumaines ont arrêté 200 Dobroudjanais des villages de Staro Selo, Senovo, Daidir et Denizler. Le lendemain, des paysans trouvèrent dans la forêt de Bobla, à 4 km de Toutrakan, les cadavres atrocement mutilés de 47 paysans dobroudjanais arrêtés la veille. Et l'on ne sait jusqu'à présent rien de positif sur le sort des autres détenus.

Ces massacres en Dobroudja sont organisés par le général Averesco principalement par l'intermédiaire de son exécutif des hautes œuvres, le capitaine Popescu, et de ses bandes armées « Mobila ».

Depuis le 31 août dernier l'état de siège est proclamé en Dobroudja et les organes du gouvernement dressent les listes des paysans les plus en vue des villes et des villages pour les faire assassiner tous au moment propice. Depuis le temps de Bratiano il existe en Dobroudja comme mesure administrative la responsabilité collective de chaque localité pour une incursion de brigands.

La population de Dobroudja a été jetée dans un lourd esclavage national en vertu des traités de paix de violence et de rapine, ses écoles ont été fermées malgré les traités pour la défense des minorités, ses terres lui ont été ravies légalement en vertu d'une loi et elle a été privée des plus élémentaires libertés culturelles, civiques, politiques. Cette même population est maintenant massacrée en masse par l'oligarchie roumaine qui veut ainsi la forcer à émigrer pour pouvoir installer à sa place des colons koutso-valaques et transformer la Dobroudja en une province roumaine.

Le gouvernement Averesco essaie de justifier son vandalisme en Dobroudja en alléguant des « incursions de brigands ». Il est vrai qu'il y a des brigands en Dobroudja, mais c'est la population locale qui en souffre toujours. Les auteurs des agressions à mains armées ne sont jamais découverts, et tous les agissements de ces brigands ont été voilés dans un étrange mystère. Et si même ces incursions ne sont pas des provocations, la responsabilité ne peut vraiment pas en incomber à la population locale, mais bien et toute au gouvernement.

Le gouvernement Averesco essaie de se justifier encore en avançant l'existence du mouvement révolutionnaire en Dobroudja, lequel mouvement a été qualifié par le ministre des affaires étrangères M. Mitilineu, dans une de ses déclarations, de « bolchévisé ». La formule du « danger bolchévik » est devenu le mur derrière lequel se tapit la réaction balkanique. C'est surtout derrière cette formule que l'oligarchie roumaine cache sa politique de rapine pour tenir dans un insupportable esclavage politique et national les masses allogènes en Roumanie qui constituent la moitié de la population du pays.

Il faut rappeler que sous ce prétexte de « péril bolchévik » l'oligarchie roumaine a assassiné plus de 10.000 ouvriers, paysans et intellectuels en Bessarabie. Elle a tout dernièrement encore lâchement assassiné le leader dévoué du mouvement ouvrier bessarabien Pavel Tkatchenko et elle détient dans la forteresse de Jilava l'ancien député de Dobroudja Boris Stefanoff qui menace également à tout moment une identique fin tragique.

La politique de l'oligarchie roumaine est facilitée dans une grande mesure par l'attitude du gouvernement de la Ligue Militaire en Bulgarie, qui s'est totalement désintéressé du sort tragique de la population bulgare en Dobroudja en récompense de l'appui qui lui a été donné par Bucarest lors du coup d'état du 9 juin. De plus, ce gouvernement persécute de concert avec le gouvernement Averesco les militants qui luttent pour la libération de la Dobroudja.

Les arrestations en masse des militants du mouvement révolutionnaire dobroudjanais en mars 1925 en Dobroudja et en Bulgarie ont eu lieu d'après un plan arrêté en commun par les deux gouvernements. Et encore jusqu'à présent les prisons bulgares et roumaines sont bondées de ces malheureux inculpés en Roumanie de déployer une activité de « bandes » et en Bulgarie de faire de la « conspiration ».

Le gouvernement sanguinaire de la Ligue Militaire en Bulgarie poursuit les Dobroudjanais et leur mouvement révolutionnaire dans le désir de plaire à la Roumanie ; il le fait aussi cependant par des raisons de sa politique réactionnaire.

Les 40.000 émigrés dobroudjanais en Bulgarie, pour la plupart des paysans pauvres ou ayant à peine quelques lopins de terres, ont été et sont toujours des adversaires de la réaction du 9 juin, la Dobroudja ayant été l'un des centres du mouvement agrarien en Bulgarie. Lors du coup d'état l'émigration dobroudjanaise a lutté en beaucoup d'endroits ouvertement aux côtés du gouvernement agrarien.

La note collective de la Yougoslavie, de la Roumanie et de la Grèce a donné au gouvernement sanguinaire de Sofia le prétexte attendu depuis longtemps de se jeter sur les Dobroudjanais et de porter un violent coup au mouvement révolutionnaire de la Dobroudja.

Malgré ses agents dans le mouvement révolutionnaire dobroudjanais, en tête avec le député du parti gouvernemental et leader de la Ligue Militaire Nicolas Kiamileff, l'avocat du Sgovor de Roussé Hadji Ivanoff, Slavi Alexieff et Cie, le gouvernement Liaptcheff-Volkoff n'a pas réussi à subordonner aux buts de sa

politique intérieure de réaction et de sa politique extérieure de trahison le mouvement révolutionnaire dobroudjanais, comme il a réussi à le faire du mouvement macédonien grâce à ses agents Protoguéroff et Mikhaïloff ; aussi mobilise-t-il toutes ses forces policières et militaires contre les intrépides lutteurs pour la libération de la Dobroudja.

Après la note collective de la Yougoslavie, de la Roumanie et de la Grèce, le gouvernement Liaptcheff a procédé dans tout le pays à des arrestations en masse des militants dobroudjanais. Plus de 100 personnes ont été arrêtées, jetées dans les prisons, internées dans la Bulgarie du sud et dans le district de Pétritch, cette région des hécatombes des révolutionnaires bulgares.

Pour la forme, le gouvernement bulgare a aussi arrêté ses agents dans le mouvement révolutionnaire dobroudjanais — et le lendemain ils étaient tous remis en liberté.

A la conférence qui a eu lieu à Sofia et à laquelle ont pris part les préfets et les chefs de la Sûreté générale des districts de Roussé, Choumen, Varna, ainsi que les ministres Liaptcheff et Volkoff et le député N. Kiamileff, on a examiné minutieusement le plan d'action contre le mouvement révolutionnaire dobroudjanais. A la suite de cette conférence, le ministre de la guerre Volkoff a donné aux unités militaires et le ministre de la justice Kouleff et sans merci contre les « groupements illégaux » et les « noyaux armés » des militants révolutionnaires. L'action du gouvernement a commencé par l'encercllement de tout le district de Choumen sous le prétexte de poursuivre des « brigands » et des « bandes ».

Le 26 août ont été tués, traîtreusement, près du village de Djivele, arrondissement de Novi-Pazar, quatre révolutionnaires dobroudjanais dont Dotcho Mikhaïloff. Et cependant, le préfet du district de Choumen et le chef de la Sûreté générale de Varna, les organisateurs de cette boucherie, tous deux commandants de réserve, avaient en juillet dernier assuré personnellement à Dotcho Mikhaïloff sur leur parole d'honneur d'officiers, que les autorités n'ont et ne peuvent rien avoir contre son activité révolutionnaire et celle de ses camarades dans leur lutte pour la libération de la Dobroudja.

Dotcho Mikhaïloff, lieutenant de réserve de l'armée bulgare, né au village de Babouk (Dobroudja), est l'une des figures les plus marquantes dans le mouvement dobroudjanais de libération. Luttant hardi et énergique pour l'indépendance du mouvement dobroudjanais, fervent partisan de l'idée de l'indépendance de la Dobroudja et de la Fédération Balkanique, l'un des fondateurs du mouvement révolutionnaire dobroudjanais et le militant le plus populaire de ce mouvement tant en Dobroudja que parmi l'émigration dobroudjanaise en Bulgarie, il a été haï et persécuté par les auteurs du coup d'état du 9 juin. Condamné en 1925, en vertu de la loi sur la Défense de l'Etat, il a été amnistié en mai 1926... pour être lâchement tué quelque mois après.

L'assassinat de Dotcho Mikhaïloff et de ses trois camarades ne fut que le commencement de l'action gouvernementale contre les Dobroudjanais. Les arrestations et assassinats des militants honnêtes et entièrement dévoués à la cause de la libération de la Dobroudja continuent. Comme toujours et par des déclarations de Liaptcheff au Sobranié et de Bouroff à la presse étrangère et bulgare, le gouvernement de la Ligue Militaire s'efforce de justifier sa criminelle trahison envers le mouvement dobroudjanais en employant des phrases comme « bolchévisation », « rapports avec la III<sup>e</sup> Internationale », etc.

Par les coups qu'il a portés et continue à porter contre les mouvements révolutionnaires macédonien et dobroudjanais et par la lutte cruelle qu'il a entreprise depuis le 9 juin 1923 contre les ouvriers et paysans bulgares, le gouvernement sanguinaire de Sofia trahit ouvertement les intérêts de la race bulgare en Bulgarie, en Macédoine et en Dobroudja.

Le chemin de la politique de rapprochement du gouvernement de Sofia avec la Yougoslavie et la Roumanie est semé des cadavres des centaines et des milliers de révolutionnaires macédoniens et dobroudjanais, et à la base de cette politique s'accumulent les combinaisons impérialistes, surtout après le coup de force de Kondylis et à la suite de la situation instable en Grèce.

Se trouvant depuis le 9 juin dans une guerre ininterrompue et cruelle contre les paysans et ouvriers bulgares, le gouvernement sanguinaire de la Ligue Militaire croit trouver dans de nouvelles aventures et de nouvelles guerres l'unique issue de la grave et insupportable situation intérieure qu'il a lui-même créée.

La réaction dans les Balkans prépare de nouvelles guerres et de nouvelles boucheries ; elle est un danger permanent pour la paix. L'unique salut pour les nationalités opprimées des Balkans, c'est la constitution de leur front unique révolutionnaire contre la réaction balkanique et la coordination de leur lutte avec celle des ouvriers et paysans pour la réalisation de la **Fédération Balkanique** qui seule garantira la libre existence et le libre développement de toutes les nationalités des Balkans et supprimera le danger pour la paix des Balkans et par conséquent pour la paix de l'Europe.

## La vague sanglante en Bulgarie

Une nouvelle vague sanglante se déferle sur ce malheureux pays. Depuis quelques mois la dictature fasciste sévit avec une brutalité particulière : depuis que la Société des Nations a accordé au gouvernement de Liaptcheff la permission de conclure l'emprunt des réfugiés, le vandalisme des facteurs responsables et irresponsables en Bulgarie s'est déchaîné d'une façon bestiale. Dans chaque numéro de notre journal nous avons chroniqué les excès sanglants de ces brutes humaines ; mais pendant cette dernière quinzaine leurs « exploits » ont tellement augmenté en nombre et en atrocité qu'ils ont donné matière à réflexion même à cette « opposition » dite « légale ». On a arrêté des députés de la droite du parti agrarien — la gauche de ce parti est depuis longtemps hors la loi ; on a arrêté des membres et des sympathisants des autres partis de l'« opposition légale » ; on continue toujours à arrêter ; on torture les détenus.

Ces faits, la presse de Sofia les enregistre tous les jours. Le journal *Znamé*, l'organe du parti le plus modéré de l'opposition bourgeoise, écrit sur le régime de la Ligue Militaire ce qui suit :

« Enragés, en furie, différents facteurs responsables et irresponsables tuent et massacrent en plein jour, en pleine capitale. Ils tuent et massacrent dans les prisons, dans les postes de police, dans la Sûreté Générale, « en tentative de fuite », et le nom de la Bulgarie en est couvert de honte. M. Liaptcheff n'a pas voulu ou n'a pas osé révoquer même un seul des fonctionnaires civils et agents de police accusés de ces cruautés. Il n'a pas osé non plus dévoiler les agissements de derrière les coulisses des facteurs irresponsables qui, de leur propre autorité, prononçaient des sentences de mort contre de paisibles citoyens et, de leur propre autorité, exécutaient ces sentences (*Znamé*, 24. sept.).

De son côté, le journal *Radical*, dans son numéro du 23 septembre, écrit sur ce régime ce qui suit :

« Les libertés constitutionnelles sont suspendues, la sécurité personnelle n'est point garantie. Des facteurs irresponsables ont prononcé et exécuté pendant longtemps, librement et impunément, des sentences de mort, au gré de leur bon plaisir ... et ces facteurs irresponsables, l'Autorité d'Etat *responsable* ne les a nullement inquiétés. Dans ce dernier mois, des excès et des atrocités épouvantables ont été commis dans le district de Lovetch et de Trojan et nulle autorité officielle ne s'en est émue le moins du monde ; la presse gouvernementale se tait. Et elle parle de démocratie ! Les facteurs officiels ne croient pas nécessaire d'éclairer l'opinion publique bulgare. »

Il se trompe, M. Kutchoukoff, l'auteur de cet article, quand il dit que les facteurs officiels n'ont pas cru nécessaire d'éclairer l'opinion publique sur tous ces faits : ils l'« éclairent », et non seulement l'opinion publique bulgare, mais aussi celle de l'étranger, sur tout ce que se passe dans le pays. Ils ont leur cliché à eux, dont se servit Tsankoff pendant deux années, et dont se servent actuellement Liaptcheff et Volkoff. C'est la « conspiration » et le « danger bolchéviste » ... Avec ce cliché, Liaptcheff et Volkoff justifient toutes leurs violences et tous leurs crimes. Dernièrement, pour détourner l'attention de l'opinion publique bulgare de la corruption dans les milieux gouvernementaux et pour enduire en erreur l'opinion européenne sur la vraie situation en Bulgarie, ils ont « découvert » la « conspiration de la jeunesse communiste ». Au cours de ces derniers jours ils ont fait arrêter des centaines et des centaines d'ouvriers, d'étudiants, de militants syndicalistes, de journalistes : à Sofia, à Kustendil, à Plovdiv, à Stanimaka, à Yambol, à Sliven, à Bourgas, à Pleven, à Lom, à Choumen, à Gabrovo, et dans beaucoup d'autres villes encore les prisons sont bondées de ces « conspirateurs ». On applique aux détenus les tortures les plus cruelles et les plus raffinées de l'inquisition : l'histoire du peuple bulgare ne connaît pas d'exemples de telles atrocités et de telles barbaries sadiques — les massacres que les sultans et les pachas turcs commettaient en Bulgarie il y a cinquante ans pâlissent devant la bestialité de brutes de ces Torquemada modernes.

Mais le gouvernement de la Ligue Militaire ne se borne pas seulement à ces atrocités procédés d'une horrible inquisition : après les avoir torturés, il tue ses victimes. Dans ces derniers quinze jours on a enregistré cinq cas de « suicides » dans des commissariats de police et dans la Sûreté Générale à Sofia.

La vie de dizaines, peut-être de centaines d'ouvriers, de paysans, d'intellectuels est en danger. Nous poussons un frémissement en état d'alarme. Le gouvernement fasciste a relâché le grand écrivain bulgare Anton Strachimiroff, mais son sort, ainsi que celui de Christov Kabakchieff, se trouvent maintenant entre les mains des facteurs irresponsables. Grantcharoff, Assène Boyadchieff, Jordan Mileff, et d'autres militants syndicalistes se trouvent toujours en prison et leur vie court le plus grand danger.

Les détenus doivent être libérés — et ce sont les travailleurs et l'opinion avancée en Europe et en Amérique qui sont en état d'obtenir cette libération. Aussi, une campagne énergique et intensive s'impose-t-elle avec la plus grande urgence.

Alarme ! contre le gouvernement sanguinaire fasciste en Bulgarie.

Marcel Walter

### La justice bulgare assoiffée de sang

Sous ce titre l'*Arbeiter-Zeitung* de notre ville du 30 septembre dernier publie la dépêche suivante qui lui a été lancée de Sofia le 29 septembre :

« Le tribunal de Bourgas a prononcé des peines terribles contre vingt-six paysans et ouvriers accusés d'avoir participé à un groupe de partisans (« brigands » révolutionnaires — N. d. la F. B.). Sept des inculpés ont été condamnés à mort, dix-sept aux travaux forcés à perpétuité, et deux à dix ans de prison. Des sept condamnés à mort, six l'ont été par contumace, car ils avaient peut-être réussi à s'enfuir ou, ce qui est plus probable, ils avaient été déjà tués « en tentative de fuite ».

Au procès à Sofia des 38 ouvriers — des adolescents pour la plupart — viennent maintenant s'ajouter encore les procès à Varna contre 10 adolescents et à Roussé contre 8 adolescents. Dans les autres villes où les autorités opèrent des arrestations en masse d'adolescents, l'enquête de la police, qui d'après la loi ne devait pas durer plus de 24 heures, « n'est pas encore terminée », c'est-à-dire que l'on veut continuer les tortures pour soutirer d'autres et « meilleurs » aveux. D'après le journal socialdémocrate *Napred* on s'attend d'ailleurs à de nouvelles arrestations « complémentaires » !

Mais ceci ne suffit pas : les bandits fascistes, les « facteurs irresponsables », organisent des chasses en règle aux jeunes ouvriers et les massacrent partout où ils peuvent les saisir. C'est ainsi que fut trouvé près de Plovdiv le cadavre du jeune ouvrier St. Kostoff. Près du village de Galata (près de Varna) le corps d'un jeune ouvrier de 17 ans fut trouvé pendu à un arbre, et celui de l'étudiant assassiné Konstantinoff fut trouvé dans la forêt près de Sofia, affreusement mutilé. »

### Dans l'Enfer bulgare

Nous lisons d'autre part sous ce titre dans l'*Humanité* de Paris du 26 septembre :

#### Les bandes fascistes du président Liaptcheff assassinent en masse les militants ouvriers

Sofia, 25 septembre. — Les arrestations et les crimes se multiplient en Bulgarie ! ...

Nous apprenons qu'après l'incarcération de Strachimiroff et d'Assen Boiadjeff, les sbires de Liaptcheff ont procédé à l'arrestation de M. Grantcharoff, directeur du *Novini*, de Pandoff et Tchitchovski, animateurs du mouvement des jeunes.

On nous signale qu'à Sofia 28 jeunes gens ont été jetés en prison ; à Philippopoli, tout un groupe de jeunes a été arrêté et notre camarade Guicheff aurait été tué au cours d'une prétendue « tentative de fuite ».

À Pleven, huit collégiens ont été mis en cellule et atrocement torturés.

Le jeune Ivan Todoroff a succombé ! ... c'est le troisième crime perpétré en peu de jours dans la prison de Pleven.

De la province bulgare les nouvelles les plus alarmantes nous parviennent encore !

Nous apprenons que Kroum Doudov — alors qu'on allait l'emmener à la questure pour lui y faire subir de nouvelles tortures — aurait réussi à se dégager un instant et — sautant par la fenêtre — serait venu s'écraser sur le pavé de la cour !

Constantin Jordanov aurait également tenté de s'empoisonner pour éviter les atrocités par lesquelles les bourreaux voulaient lui arracher certains aveux ! ...

Nous ne pouvons rester impassibles devant pareils assassinats ! ... Il faut que la protestation de l'Europe ouvrière fasse cesser les tortures et impose la libération des travailleurs bulgares arbitrairement incarcérés !

#### Les Jeunesses Communistes de France contre les bourreaux

L'*Humanité* publie encore le communiqué suivant des J. C. de France :

« Des arrestations ont eu lieu à travers le pays bulgare. On emprisonne en masse les élèves des gymnases et les jeunes ouvriers. A Sofia, 28 jeunes gens sont sous les verrous, dont on ignore l'identité, ce qui veut dire qu'une « disparition » mystérieuse les menace. A Philippopoli, le camarade Guicheff a été tué « dans une tentative de fuite » : on sait ce que cela veut dire. A Pleven, huit collégiens ont été torturés : l'un d'eux, Yvan Todoroff en est mort. En outre, deux dirigeants des Jeunesses communistes, Pandoff et Tchitchovski ont été incarcérés à Sofia.

« Le Comité central des Jeunesses communistes de France a adressé une dépêche de protestation à la légation de Bulgarie ; il invite tous les groupements de l'organisation à imiter son exemple.

« La protestation des jeunes travailleurs doit être énergique pour faire reculer le fascisme bulgare et arracher la libération des emprisonnés. »

# L'oppression nationale en Yougoslavie

« Nous avons commis une grande faute en ne pas réglant pour toujours, en 1918, le compte de ces minorités nationales. »  
Pachitch.

Paroles prononcées en décembre 1925 dans une séance du conseil des ministres, et livrées à la publicité par Stéphane Raditch dans le *Dom* du 16 juin 1926.

## I. Introduction : Aperçu Général

La Yougoslavie est, de par sa population, un Etat de nationalités, mais de par son régime un Etat serbe-national, panserbe. Les données statistiques sur la Yougoslavie ne sont pas des plus sûres, l'on peut toutefois, par une étude comparative des données puisées à diverses sources, obtenir des chiffres approximativement exacts.

La Yougoslavie compte environ 13 millions d'habitants, dont

Serbes . . . . .	environ	4.900.000
Croates . . . . .	»	3.000.000
Slovènes . . . . .	»	1.000.000
Monténégrins . . . . .	»	400.000
Musulmans bosniaques . . . . .	»	700.000
Macédoniens . . . . .	»	600.000
Albanais . . . . .	»	500.000
Allemands . . . . .	»	600.000
Hongrois . . . . .	»	500.000
Roumains et Koutso-valaques . . . . .	»	350.000
Tures et autres . . . . .	»	450.000
		13.000.000

Il apparaît de ce tableau que la nation dominante, la nation serbe, représente à peine le tiers de la population (4,9 millions sur 13 millions, soit 37,9%).

Il faut relever tout particulièrement qu'en Yougoslavie ce ne sont pas les minorités de quelques nations (Hongrois, Allemands, Albanais, etc.) qui sont seules opprimées, mais aussi des nations entières, les nations croate et monténégrine et la majorité de la nation slovène et macédonienne. Si l'on considère encore que les Serbes ne peuplent pas le centre de l'Etat, mais seulement sa partie orientale, et que même là ils ne forment pas une population compacte, et que, au point de vue économique et culturel ils viennent après les Slovènes, les Croates, les Allemands et les Hongrois, les disproportions et la brutalité des conditions existantes deviennent plus insupportables encore. La partie serbe n'a une suprématie ni économique ni numérique, elle ne peut maintenir son hégémonie qu'à l'aide des baïonnettes. Il n'est donc pas étonnant que depuis sa création, l'édifice étatique de la Yougoslavie éprouve des secousses continuelles.

Des huit provinces de la Yougoslavie, les Serbes n'ont la majorité absolue que dans l'une seule (90% en Serbie) et la majorité relative également dans l'une seule (40% en Bosnie). En Vojvodina, en Croatie-Slavonie, en Dalmatie et en Macédoine les Serbes ne représentent que des petites minorités (5,25%).

Aux élections parlementaires cependant, les partis serbes obtiennent la majorité des sièges. Des 315 mandats, les partis serbes en détiennent 205 (sur environ 5 millions de Serbes) et les partis non-serbes 110 seulement (quoiqu'il y ait 8 millions de non-serbes). Cela est dû aux faits que les arrondissements serbes ont toujours élu plus de députés que ne leur revient d'après le chiffre de la population serbe et que les autorités serbes exercent une terreur électorale des plus sauvages en Macédoine, au Monténégro, en Vojvodina, en Bosnie-Herzégovine, et commettent ouvertement des fraudes, en faveur des partis serbes.

Les élections de jusqu'à présent en Yougoslavie donnèrent les résultats suivants :

Partis	Constituante de 1920 (419 députés)	Elections parlementaires de 1923 (315 députés)	Elections de 1925 (315 députés)
<b>Radicaux</b>			
(y compris les députés albanais-turcs de la Macédoine)	99	107	141
<b>Démocrates</b>			
Pribitchevitch . . . . .	{ 87	{ 51	21
Davidovitch . . . . .			
Raditch . . . . .	49	{ 70	{ 67
Union croate . . . . .	11		
Koroschetz (Slovénie)	23	{ 21	{ 19
» (prov. croat.)	4		
Spaho . . . . .	26	18	13
Djémiette (Alban. et Tures)		14	
Fédéralistes monténégrins		2	3
Allemands . . . . .		8	6
Paysans serbes . . . . .	29	11	4
» slovènes . . . . .	10	1	1
Communistes . . . . .	59		
Social-démocrates . . . . .	10	2	
Divers . . . . .	12	10	3
<b>Total . . . . .</b>	<b>419</b>	<b>315</b>	<b>315</b>

Le 29 juin 1921, la Constitution de Vidovdan fut votée par 223 voix sur 419 députés, c'est-à-dire par une simple majorité de 14 voix. Le gouvernement d'alors Pachitch-Pribitchevitch-Drachkovitch ne put obtenir même cette faible majorité qu'en achetant les Musulmans bosniaques, les paysans slovènes et les députés albanais-turcs de la Macédoine. Cela était non seulement une négation franche de la morale, mais aussi une violation du pacte de Corfou signé en juin 1917 par Pachitch au nom du gouvernement serbe et par Trumbitch au nom du « Comité yougoslave » et contenant la clause : que la Constitution devait être créée par la majorité des Serbes, Croates et Slovènes. Des 93 députés croates, 83 avaient boycotté l'Assemblée Nationale Constituante, et 10 seulement, ceux qui avaient été élus sur les listes du parti démocrate serbe, votèrent pour la Constitution. Des 34 députés slovènes, 23 quittèrent l'Assemblée Nationale Constituante et 11 seulement votèrent pour la Constitution (dont 3 par conviction et 8 parce qu'ils avaient été achetés). Les Allemands et les Hongrois (1,1 million d'habitants) n'avaient pas droit de vote pour l'Assemblée Nationale Constituante, les Macédoniens (600.000) ne pouvaient ni alors, et ni plus tard, présenter des candidats.

Aux élections de 1923 le gouvernement fasciste Pachitch-Pribitchevitch obtint, par la terreur et la fraude, 162 mandats contre 153 de l'opposition ; il ne réunit cependant que 1.040.000 voix contre 1.360.000 de l'opposition.

Il est intéressant d'examiner les élections par provinces. Les résultats des élections de 1925, les plus favorables pour le régime panserbe, présentent le tableau suivant :

Provinces	Gouvernement	Opposition	Total	
Croatie-Slavonie . . . . .	22	46	68	
Bosnie-Herzégovine . . . . .	21	27	48	
Dalmatie . . . . .	6	10	16	
Slovénie . . . . .	3	23	26	
Voyvodina . . . . .	24	10	34	
Serbie . . . . .	57	20	77	
Macédoine . . . . .	27	12	39	
Monténégro . . . . .	2	5	7	
		162	153	315

Si même l'on défalque les mandats de l'opposition serbe (Davidovitch et parti paysan serbe) des mandats de l'opposition toute entière, il reste toujours en Croatie-Slavonie, Bosnie-Herzégovine, Dalmatie et Slovénie une majorité des partis oppositionnels non-serbes. Les partis serbes eurent la majorité, en dehors de la Serbie, en Vojvodina et en Macédoine seulement, et cela uniquement par suite de la violation du droit des minorités nationales de ces provinces.

Pour caractériser les différences dans le développement des peuples et des provinces, nous citerons quelques exemples. La densité de la population est en Serbie de 44, en Croatie de 62, en Slovénie de 65, en Vojvodina de 72. Des 13 villes de la Yougoslavie de plus de 25.000 habitants, 3 seulement ont une majorité serbe. Des 10 plus grandes banques de la Yougoslavie, 2 seulement ont leurs sièges à Belgrade (avec un capital de 110 millions de dinars), 1 à Laibach (avec 37 millions de dinars) et 7 à Zagreb (avec 513 millions). La statistique des illettrés indique : en Serbie 80%, en Croatie 48%, en Vojvodina 40%, en Slovénie 12% (en Bosnie 88%, en Dalmatie 64%).

Et cependant, les Universités à Zagreb et à Laibach sont dépourvues de moyens d'existence et peuvent à peine végéter alors que l'Université de Belgrade est grandement favorisée par le gouvernement. Les associations culturelles serbes sont richement subventionnées, les non-serbes persécutées. Les sommes d'argent que le gouvernement perçoit dans le pays en entier sont mises par la Banque Nationale et la Banque Hypothécaire de l'Etat presque exclusivement à la disposition de l'industrie serbe, du commerce serbe, des banques serbes, et des familles « influentes » serbes, à un taux d'intérêt de 6%, alors que le taux d'intérêt est ordinaire de 15 à 25%. Des hommes d'affaires de Belgrade vivent depuis des années de la transaction consistant à prendre à la Banque Nationale des avances à 6% et à les prêter à des non-Serbes, — ou à des Serbes dans les provinces — à des taux de 20-25% ! Les villes serbes reçoivent du gouvernement des subventions et des crédits, les villes non-serbes ne reçoivent rien ou presque rien.

Le principe supérieur de la politique de l'état est : les provinces non-serbes payent, les provinces serbes dépendent. Naturellement, ces argentés vont en premier lieu aux ministres et à leurs cliques, aux commerçants de Belgrade, aux officiers supérieurs, aux bureaucrates haut-placés, et il n'en reste que fort peu pour le peuple serbe : plus exactement, il en reste peu pour les paysans et il n'en reste rien pour les ouvriers.

Les impôts sont en Serbie bien plus bas que dans les autres parties du pays. Quelques exemples : une entreprise, dont le bénéfice net est évalué à 1000 dinars, paie en impôts : en Serbie 128.20 dinars, en Croatie et en Vojvodina 435.50 dinars. Pour 20 arpents de terre, un paysan paie comme impôts : en Serbie 810.74 dinars en Croatie 4.326.36 dinars. En impôts directs : un habitant de la Serbie paie 87 dinars, de la Croatie 137, de la Slovénie 272 et de la Vojvodina 375. Mais les impôts prescrits sont aussi inégalement perçus et plus inégalement encore dépen-

sés. La Slovénie, la Croatie et la Voyvodina paient 150% plus d'impôts que la Serbie. Les routes et les chemins de fer ne sont cependant construits que dans l'intérêt de l'impérialisme serbe. Le gouvernement de Belgrade demande même à cet effet le transfert en Serbie des grandes industries chimiques et sidériques de la Slovénie et de la Croatie.

Comment les cercles gouvernants serbes, qui exploitent et pressurent le pays, réussissent-ils néanmoins à se maintenir au pouvoir malgré qu'ils ne s'appuient que sur une partie du pays culturellement et économiquement non développée et inférieure quand au nombre de ses habitants ? Rien que par la force brutale organisée ! A l'intérieur, par l'armée et les autres institutions étatiques similaires ; à l'extérieur, par l'appui de l'impérialisme de l'Europe occidentale. L'état-major, les officiers, la diplomatie, les hauts fonctionnaires, sont tous serbes. Des 106 généraux de l'active, 105 sont serbes et 1 monténégrin ; pas un seul Croate ou Slovène, sans parler des autres nations. Des représentants diplomatiques à l'étranger, un seul est croate, et tous les autres sont serbes. Des portefeuilles ministériels, les plus importants sont détenus par des Serbes : la présidence du conseil, l'intérieur, la guerre ; les affaires étrangères et les finances ne furent que pour un très court laps de temps confiées à un Croate, respectivement à un Musulman bosniaque.

En Voyvodina et en Bosnie, depuis les huit années de l'existence de la Yougoslavie, il n'y eut pas du tout d'élections municipales ; en Dalmatie, les premières élections municipales eurent lieu en mai dernier.

L'appareil de la force brutale de l'état se compose de 200.000 hommes de troupes de ligne, 100.000 gendarmes et 270.000 fonctionnaires.

La Yougoslavie est aujourd'hui une prison des peuples, tout comme en son temps l'était la monarchie austro-hongroise. Les deux tiers de la population sont soumis à une oppression nationale.

C'est dans cet enfer panserbe que furent jetés les Macédoniens. Ils n'ont absolument pas de droits politiques ou culturels. On leur interdit l'usage de leur langue. Ils *doivent* serbiser leurs noms. Les progrès culturels des ans 1900—1912 ont été complètement détruits. Les Albanais sont autorisés à parler leur langue, mais ils n'ont pas d'écoles en leur langue maternelle. Des trois élections de jusqu'à présent, ils ne purent présenter des candidats qu'à deux. Les Hongrois ne jouissent pas d'un meilleur traitement que les Albanais. Le régime panserbe leur refuse des sièges au parlement. Le Monténégro est complètement supprimé. A sa place figure maintenant le « district de Zeta ». Son histoire est faussée, l'usage du nom : « monténégrin » est interdit. Les représentants parlementaires des Allemands, des Roumains et des Turcs à force d'avoir léché les bottes de l'opresseur, obtinrent en échange pour leurs peuples l'égalité des droits. Envers les Musulmans de la Bosnie, le régime panserbe applique la politique du fouet et du foin. Les Croates et les Slovènes, d'après le nom même de l'état yougoslave les nations dominantes, se trouvent en réalité dans l'état de tribus subjugués et conquis, ce tant au point de vu politique que culturel et économique.

Dans nos prochaines études, nous exposerons la situation des Croates et des Slovènes.

B. Delitch

## Les proportions des forces intérieures en Albanie

Il serait intéressant pour celui qui observe les choses de l'étranger de savoir combien et comment les proportions des forces intérieures du pays se sont modifiées depuis l'irruption d'Ahmed bey Zogou.

On est habitué à voir que des potentats balkaniques, sans aucune popularité ni appui de la part de la nation, se maintiennent au pouvoir par la terreur des baïonnettes payées par des intéressés de l'étranger. Est-ce aussi le cas en Albanie ?

A cette question, on peut aujourd'hui plus que jamais répondre affirmativement si l'on sait comment et combien les nouvelles proportions des forces deviennent de jour en jour plus défavorables pour Ahmed.

Lorsque en décembre 1924, avec l'aide de la Yougoslavie et appuyé par le représentant de l'Angleterre M. Eyres, Ahmed pénétra en Albanie, les proportions des forces intérieures du pays étaient comme suit :

1° La grande masse des paysans, employés et ouvriers, par l'annonce de la réforme agraire et d'autres réformes sociales, était entièrement du côté de Fan Noli et contre Ahmed :

2° Les fonctionnaires d'état et « la classe intellectuelle », c'est-à-dire ceux qui avaient plus ou moins longtemps fréquenté des écoles à l'étranger, étaient aussi du côté du gouvernement Fan Noli pour les réformes progressives promises.

3° Les commerçants et les hommes d'affaires, effrayés par une propagande mensongère qui faisait circuler calomnieusement le bruit que la réforme agraire impliquerait une espèce de contribution sur le capital et craignant une atteinte à leurs fortunes,

se méfiaient de tous les deux régimes, et lors de l'irruption d'Ahmed Zogou ils se montrèrent neutres.

4° Entièrement du côté d'Ahmed Zogou étaient alors les beys, c'est-à-dire ces quelques familles de gros propriétaires et de seigneurs féodaux qui, par des platitudes et des trahisons, avaient obtenu de la Sublime Porte, dont pendant plus de quatre siècles le pays avait dû subir le joug, des privilèges de telle nature qu'on pouvait les comparer à ceux existant à l'époque du servage.

Cette classe dégénérée de parasites habitués à jouir de la vie sans peine et sans travail, fut naturellement effrayée de l'annonce de la réforme agraire. Ne pensant qu'à sauvegarder ses privilèges moyenâgeux, elle chercha partout à l'étranger des appuis. Et voilà que se présenta la Yougoslavie, avec son Ahmed, en formulant des exigences qui atteignaient en plein les intérêts du peuple et de l'état albanais. Mais les beys, par tradition, ne songeaient qu'à sauver leurs privilèges. Ils se jetèrent dans les bras de la Yougoslavie et devinrent les serviteurs les plus zélés de son agent Ahmed Zogou. Ils consommèrent avec lui les plus grandes trahisons envers leur pays. Ils firent don à l'étranger des contrées les plus importantes de la frontière et, peu à peu, par des concessions, des emprunts, des privilèges, etc. ils transformèrent l'Albanie en une colonie étrangère. Le peuple albanais tout entier sait déjà que la misère actuelle du pays est due tant à Ahmed Zogou qu'aux beys. Et cette classe des beys était le soutien le plus fort d'Ahmed.

5° De plus, Ahmed eut comme soutiens une foule de vagabonds qui, mercenaires professionnels, infestaient les régions frontalières. Il fut aisé à Ahmed de les prendre à sa solde, car, ainsi qu'il fut établi par la suite, la société anglaise de pétrole avait pourvu à ce qu'à l'irruption d'Ahmed dans le pays l'argent ne lui manquât point. Et, de son rapace point de vue, elle n'eut pas tort : à peine Ahmed fut-il entré à Tirana que cette société obtint, pour rien ou presque, la concession la plus importante de l'Albanie, et la morale puritaine anglaise rit sous cape.

6° Pour compléter notre tableau, citons encore le clergé albanais.

Le clergé mahométan n'est pas organisé et ne représente donc pas une force ; mais les hodjas du clergé subalterne sont issus du peuple, servent le peuple et souffrent avec lui.

La partie orthodoxe du clergé était sous l'influence grecque. Fan Noli fonda l'Eglise autocéphale albanaise qui devait nationaliser l'Eglise orthodoxe en Albanie. Cette action si profitable pour le pays fut cependant réduite à néant par le traité d'amitié conclu par la suite avec la Grèce et l'autocéphalie de l'Eglise albanaise fut détruite.

Le clergé catholique est prépondérant au nord et représente une force comme organisation. Mais ce sont les Franciscains seulement qui peuvent être considérés comme utiles au peuple et à l'état, car les membres de cet ordre sont pour la plupart des fils de paysans et ont toujours travaillé, souffert, lutté avec la masse. Les Jésuites et les prêtres séculiers, par contre, servent surtout des intérêts d'affaires ou étrangers et sont par conséquent nuisibles au peuple et à l'état.

Ainsi, la réponse au point 5° est toute donnée : les hodjas subalternes, les partisans de l'Eglise autocéphale et les Franciscains étaient et sont toujours contre Ahmed, les autres s'étaient placés et sont toujours au service des affaires et de l'étranger.

Quant à la question de savoir si le rapport des forces intérieures en Albanie s'est modifié depuis l'irruption d'Ahmed Zogou, il faut y répondre affirmativement pour les raisons suivantes :

a) Tous ceux qui étaient contre Zogou le sont aujourd'hui plus fortement encore à la suite de son régime d'oppression des masses populaires et de trahison envers les intérêts du pays.

b) Tous ceux qui étaient indifférents et neutres à l'égard de Zogou, tels que les commerçants et en général tous les hommes d'affaires, sont aujourd'hui contre lui parce que leurs fortunes souffrent des contributions continues et que les actes de brigandage des mercenaires créent dans le pays une insécurité préjudiciable au commerce et aux communications — bases de leurs fortunes.

c) Ceux qui étaient avec Ahmed — les beys et les mercenaires — cherchent aujourd'hui une voie quelconque pour se détacher de lui.

Les beys voudraient quitter Ahmed non pas pris de remords, mais par la crainte de la perte de leurs privilèges : un vieux proverbe albanais dit : « le loup change bien sa peau, mais pas son être », et il en est ainsi des beys. Ils sont aujourd'hui aussi décidés qu'auparavant à opprimer et à piller le peuple, mais ils feignent, pour la dixième fois, de l'amour pour le peuple, ils prétendent avoir des remords, et ils veulent se laver purs — car ils sentent le sol céder sous leurs pieds. Grâce à l'appui de l'étranger, Ahmed ne veut plus s'occuper d'eux, et les concessionnaires étrangers ont fort peu besoin d'eux, car, par suite de leur crasse ignorance, les beys n'ont absolument aucune notion de l'économie des concessions et d'autres pillages civilisés — ils persévèrent dans leur pillage simple et médiéval : le système de robot envers les paysans. Mais en dehors de quelques déserteurs naïfs et simples de leur classe, personne ne croit à leurs assurances hypo-



crits : les représentants du peuple albanais ne tendront jamais la main aux oppresseurs des masses et aux traîtres à la cause albanaise !

Quant aux mercenaires, ce second élément d'appui du régime d'Ahmed Zogou, ils forment une catégorie sur laquelle on ne peut compter que tant que l'on a de l'argent pour les payer plus qu'un autre. Ils sont donc d'un appui bien douteux.

Mais alors, comment se fait-il donc que ce régime se maintient encore ?

Tout simplement, parce que les forces intérieures sont trop faibles pour lutter avec succès, contre les forces de l'étranger : les visées impérialistes italiennes, les menées des bandits des sociétés de pétrole de l'Angleterre, les excès de chauvinisme de quelques cercles puissants de la Yougoslavie sont assez forts pour étouffer dans le germe tout mouvement de libération du peuple albanais.

Ne désespérons cependant pas : ce qui se fait actuellement en Albanie s'est déjà fait ou se fera bientôt dans les autres pays balkaniques aussi : peu à peu, tous ces pays ne deviendront, grâce à leurs gouvernements, que des esclaves des intérêts étrangers. Et par leurs conflits, les peuples balkaniques rendront leur misère plus grande encore, pour le plus grand bien des potentats étrangers.

Mais la misère commune engendre la pitié commune, la fraternité commune : le jour viendra où les peuples balkaniques comprendront cela et se tendront fraternellement la main.

Le jour de la constitution de la Fédération Balkanique sera celui de la libération des peuples balkaniques, celui où tous les exploités étrangers seront chassés.

Les véritables et efficaces forces des Balkans, ce sont leurs peuples ; c'est dans ces peuples que pousse le germe qui fera naître la Fédération Balkanique.

Scutari.

Maranaj

## Pour le 24 octobre \*

Les élections sont proclamées. Sous la pression des partis de gauche Kondylis dut enfin procéder aux élections parlementaires et faire envisager sa retraite. La lutte systématique des partis délivrés du cauchemar du régime Pangalos avait déjà commencé auparavant. Le gouvernement Kondylis se différencie du régime renversé du bonapartisme par le fait qu'il ne dispose pas des moyens de pouvoir dont l'autre pouvait user. Aussi, Kondylis doit-il essayer après sa victoire militaire sur la révolte de Plastiras d'employer des armes pacifiques aussi pour réduire ses adversaires, ou du moins pour faire « légaliser » les positions qu'il a occupées les armes à la main. La proclamation des élections doit servir de démenti à la conception générale que le système de Kondylis n'est que la continuité du régime renversé.

La répression de la révolte nourrie par la Yougoslavie n'a aucunement stabilisé les conditions.

Le 17 septembre l'« Union républicaine » avait exigé la proclamation des élections et déjà quelques jours plus tard, sous la pression de la petite bourgeoisie radicale, le premier ministre fixait la date des élections. Alors cependant que dans la question de forme il a été tenu compte des exigences des groupes de gauche, il n'en est point ainsi au point de vue social.

Pangalos avait commencé son premier coup d'Etat par l'annonce d'un radical programme agraire, par l'établissement d'un plan « réformateur ». Kondylis ne promet rien. Même le *moratorium* pour le loyer n'a pas encore été définitivement réglé ; locataires et propriétaires se font mutuellement la guerre, la

\* Nous apprenons à la dernière heure que les élections ont été ajournées au 7 novembre.

question reste pendante, et le gouvernement ne fait rien pour la résoudre. Tandis que d'un côté on n'est aucunement conséquent dans la défense des intérêts de la petite bourgeoisie, des ouvriers et des employés et on ne prolonge pas le moratorium, on essaie de l'autre de gagner la bourgeoisie par des concessions. La loi sur la restriction de la spéculation est peu à peu abolie, et s'il existe encore des peines de jusqu'à trois mois de prison et des amendes de jusqu'à 100.000 drachmes, cela ne constitue point une lutte efficace contre la spéculation qui a provoqué la chute du drachme. Toutes les questions non résolues du régime de Pangalos restent encore ouvertes aujourd'hui. Il en est ainsi de la politique économique et de la question de la protection des minorités. Entretemps, le nouveau gouvernement a cherché à susciter à l'extérieur l'apparence que la stabilisation ait progressé. Voilà pourquoi fut abolie la peine de mort, tandis que les cours martiales sont maintenues avec des compétences restreintes. En tout cas, le régime actuel n'est pas en état de sauver la situation économique : le chômage dans quelques districts décisifs le prouve.

Les partisans du régime renversé des partis grecs n'ont pas songé à entreprendre une action sérieuse alors que leurs chefs se trouvent dans les prisons. Les partisans de Plastiras ne sont pas en état de mener une campagne politique et d'employer l'arme de la critique après que leur critique armée a échoué. Quelques groupes se tiendront loin de la campagne électorale. L'ex-dictateur des finances Eftaxias a renoncé à présenter sa candidature parlementaire et ne briguera peut-être qu'un siège au sénat. L'« opposition loyale » du régime de Pangalos pense naturellement d'une autre façon. Zavitsanos, dont la lettre ouverte au dictateur a été l'un des facteurs décisifs de sa chute, a organisé une « union politique » qui paraît être destinée à représenter l'extrême droite parmi les partis légaux du nouveau cours des choses. Dans les rangs des libéraux on s'est violemment séparé de l'extrême droite et l'« Union libérale » qui s'est constituée entre Kafandaris et Michalakopoulos, se dirige en premier lieu contre l'aile droite extrême, dont la bourgeoisie n'a plus besoin. Le programme électoral n'est pas encore publié, mais un point paraît certain : Kondylis a été abandonné par la bourgeoisie libérale et doit à présent essayer de gagner la petite bourgeoisie radicale — ou avoir recours aux méthodes de violences de son prédécesseur.

Papanastasiou, le leader de l'« Union républicaine », a parfaitement conscience du fait qu'au point de vue purement parlementaire il aura une meilleure position que le groupe de Kondylis. Un compromis ne profiterait qu'à ce dernier et compromettrait gravement l'« Union républicaine ». La situation de ce parti est devenu aussi difficile par le fait que le parti socialiste a tracé contre elle une ligne de séparation plus marquée.

L'abstention électorale des monarchistes, l'exclusion partielle volontaire et partiellement involontaire des groupes républicains de droite entraînera une radicalisation du parlement, d'autant plus que les communistes peuvent aussi se présenter légalement maintenant. Il est vrai qu'on ne doit pas se cacher que la décision ne revient pas en première ligne au parlement, mais aux postes de pouvoir effectif. Voilà pourquoi la réorganisation de la force armée sous le contrôle des masses travailleuses est une nécessité absolue. La révolution grecque doit absolument réaliser la réforme de sa force défensive — ou être liquidée par la terreur brutale des prétoriens victorieux. Les élections du 24 octobre ne décideront pas du sort de la Grèce, mais elles exprimeront tout simplement les dispositions qui animent le peuple grec après la chute de l'aventurier bonapartiste. Ce n'est que lorsque la question militaire sera mise sur le tapis, lorsque l'armée sera démocratisée, que sera créée la condition préalable pour la solution de la question des réfugiés, de la question agraire, du problème des minorités nationales et de la stabilisation de la liberté grecque contre son « créateur » le général Kondylis.

Melingos

## LA RÉACTION DANS LES BALKANS

### FAITS ET EVENEMENTS

#### Albanie:

**La terreur en Albanie.** — A la suite de quelques révoltes dans les montagnes de Scutari, les autorités ont arrêté 75 personnes et les ont transportées au centre de l'Albanie, à Kruja. Environ 50 personnes se sont réfugiées dans les montagnes.

Dans la banlieue de Kastrati (à la frontière nord du Scutari) on a arrêté encore 40 personnes et les a internées à Tepelen (Albanie du Sud).

L'insécurité a atteint un degré insupportable et des révoltes éclatent tous les jours. (« Lirie Kombetare. »)

**Assassinat d'un amnistié.** — L'aspirant officier Muco Kapinovo né à Skropari (Albanie du Sud), un des combattants les plus intrépides dans toutes les révolutions albanaïses et bénéficiant de l'amnistié, a été assassiné par les gens de Zogou. (« Lirie Kombetare. »)

**Le directeur de la « Lirie Kombetare » condamné à mort.** — Le tribunal politique a condamné à mort le Dr Omer Nishani qui a refusé d'obtempérer à l'invitation reçue de se rendre en Albanie pour y être « jugé ». (« Lirie Kombetare. »)

**Falsification des chiffres du budget.** — Diminution de 30% des recettes des dimes. — Mauvaise récolte. — D'après les journaux

albanais, les recettes des dîmes ont été au dernier exercice de 30% inférieures à celles de l'année précédente. La récolte du blé et du maïs a aussi été très mauvaise. Et cependant, le ministre des finances évalue, dans le budget, les recettes des dîmes en 4.740.000 francs or, soit de 740.000 francs or en plus que celles de l'exercice écoulé. Voilà encore une triste preuve comment les chiffres du budget sont falsifiés par la clique gouvernementale. (« Lirie Kometare. »)

### Bulgarie:

**L'organisation révolutionnaire dobroudjanienne renonce à l'activité de « comitadjis ».** — Le Conseil Suprême de l'Association culturelle et de bienfaisance « Dobroudja » prit dans sa dernière réunion à Sofia des 12 et 13 septembre dernier la résolution :

1° de renoncer à toute action de « comitadjis », parce qu'une telle activité est préjudiciable aux relations entre l'Etat roumain et les minorités nationales ainsi qu'à la situation sociale et économique de l'émigration dobroudjanienne elle-même ;

2° de chercher par des moyens strictement légaux à gagner l'appui de la démocratie mondiale et l'intervention politique des facteurs internationaux pour assurer la garantie du rétablissement des droits humains des opprimés de la Dobroudja. (« Zora » du 22 septembre.)

**Les prisons sont toujours bondées.** — Tous les jours les rédactions des journaux de Sofia et la présidence du Sobranjé reçoivent de la part des pères, mères et proches parents des malheureux qui gémissent dans les humides et sombres cachots des pétitions pour la remise en liberté des leurs. Des milliers et des milliers périssent dans les souterrains des forteresses transformées en géôles. La plupart de ces détenus sont des jeunes gens accusés d'avoir participé à des « actions conspiratives ». De tous les côtés s'élèvent les voix pour une amnistie effective. Le gouvernement doit enfin accorder cette amnistie pour mettre une fin à ces atroces et inhumaines souffrances. (« Zemledelsko Znamé. »)

**Le brigandage dans les régions de Troyan et de Lovetch.** — Une personne ayant séjourné du 15 juillet au 19 août à Troyan, donne au journal « Nezavissimost » les détails suivants sur les brigandages sévissant dans les régions de Troyan et de Lovetch :

« Les causes mêmes de l'existence des bandes de brigands, ce sont les actes de violence des régimes Tsankoff et Liapcheff. Le principal coupable de la toute première apparition de la première « bande de brigands », a été le préfet Filipoff qui, profitant du régime extraordinaire à la suite de l'attentat de la Ste Nedelja, a fait arrêter sans aucun motif jusqu'à 300 anciens communistes et les a fait torturer d'une façon particulièrement barbare. Parmi ces malheureux il y avait aussi un grand nombre d'anarchistes qui ont été battus et torturés atrocement, mais quelques-uns de ces derniers, dont Guéorgui Popoff et plusieurs de ses camarades, réussirent à s'enfuir et cherchèrent refuge dans les montagnes. Voilà comment les autorités forcèrent elles-mêmes Guéorgui Popoff à former sa bande, qui dans la suite a commis tant d'actes de vengeance en tuant des gendarmes, des agents de police, des oppresseurs, dont Spas Balewski. Et dernièrement encore surgit la tchéta de Vassil Popoff Guéroya qui, après s'être emparé de la caisse du Trésor, a commencé à déployer une activité intensive dans toute la région. Cette tchéta était composée de Tinko Simoff, Nanko Petroff, Elena Kordelska, Gantcho Moeff, Mikho Dimitroff, et d'autres encore, tous des anarchistes connus. Et les motifs de la formation de cette tchéta sont les mêmes que ceux de la création de la première tchéta. Après l'attentat de Ste Nedelja, toutes ces personnes avaient été arrêtées à Troyan, battues, torturées, jetées dans les cachots, mais un beau jour ces torturés réussirent à s'enfuir, et ils gagnèrent les montagnes.

Ce sont les procédés inhumains de la poursuite qui créent les « brigands ». Malgré cette vérité absolue, un député du parti gouvernemental, avec qui j'ai causé, m'a dit : « Pendant trois années encore s'il le faut, nous continuerons la politique du poing, mais nous sauvegarderons le prestige du pouvoir. » Ces mots raffermirent la conviction que le système tyrannique adopté dans la poursuite des « brigands » est le système du gouvernement même, et qu'il ne saura donc en être autrement tant que le gouvernement restera au pouvoir. Ou, en d'autres termes, le pays sera délivré des « brigands » lorsqu'il sera délivré du gouvernement du « Zgovor ». (« Nezavissimost » du 30 août.)

### Roumanie:

**Nouvelle fabrique d'armes.** — Le ministère de l'industrie a rédigé un rapport et une proposition pour la fondation d'une fabrique de revolvers à Copsa-Mica. (« Viitorul » du 8 septembre.)

**Les patrons sont transformés en policiers.** — Les ministères de l'intérieur et de la guerre ont ordonné à leurs organes de rendre responsables les patrons toutes les fois que l'on trouvera parmi leurs ouvriers des personnes sans documents personnels ou avec des documents incomplets ou des déserteurs ou des insoumis. Les patrons seront punis. (« Universul » du 8 septembre.)

**La malaria sévit en Transylvanie aussi.** — Ce n'est pas seulement en Bessarabie et dans l'Ancien Royaume que la malaria moissonne la population paysanne. Cette terrible maladie sévit en Transylvanie aussi.

Ainsi on apprend par hasard que dans le département de Bihor, canton Tiuca, en même temps que la siphilis et la tuberculose c'est la malaria qui ravage la population. Par exemple, dans le village de Capalna, 50% des habitants sont atteints de malaria. (« Universul » du 14 sept.)

**Quand des ouvriers pénètrent dans les conseils communaux.** — Aux élections de février ont été élus à Arad (Transylvanie), ville de 80.000 habitants, un certain nombre d'ouvriers conseillers municipaux sur la liste du Bloc Ouvrier-Paysan. Cela n'a pas été du goût du général Averesco et il a fait dissoudre le conseil municipal d'Arad. Mais aux nouvelles élections malgré la terreur et l'arrestation de tous les candidats ouvriers, la liste du Bloc Ouvrier-Paysan a réuni 2339 voix, contre le bloc de tous les partis (depuis les libéraux jusqu'aux Tsarunistes) qui a réuni seulement 3655 voix et la liste fasciste (448 voix). Il paraît que le gouvernement va de nouveau dissoudre le conseil municipal d'Arad et le remplacer par une commission intérimaire nommée par le ministère de l'Intérieur. (« Lupta » du 15 sept.)

**La réaction se manifeste dans tous les domaines.** — Après la guerre, sous la poussée de l'opinion publique, l'uniforme obligatoire pour les élèves de lycée a été supprimé. Par une ordonnance récente le ministère de l'Instruction publique rétablit de nouveau le port obligatoire de l'uniforme pour tous les élèves. (« Indreptarea » du 17 sept.)

**Qui est coupable de la pélagra ?** — A l'occasion d'une inspection faite par le Dr Lupas, ministre de la Santé Publique, en Bessarabie pour établir les causes de la pélagra, ce dernier a déclaré aux journalistes : « Je me suis convaincu que la pélagra a été répandue à la campagne par la mauvaise qualité du maïs envoyé par le gouvernement. » (« Universul » du 12 sept.)

**Toujours des fraudes.** — A l'institut médico-militaire de Bucarest ont été découverts des détournements de fonds et des fraudes qui, d'après les investigations faites jusqu'à présent, se montent à 5 millions de leis. (« Cuvantul » du 18 sept.)

**Caractéristique des mœurs des autorités roumaines.** — Pendant des mois a circulé à un point de la frontière roumaine — que nous nommerons, si on nous le demande — une liste de souscription « pour acheter avec l'argent ramassé une machine à écrire nécessaire au bureau de douane local ». — Et invariablement la remise du passeport visé à tout étranger qui entraînait en Roumanie, était accompagnée de la présentation de la liste en question, sur laquelle le voyageur souscrivait des sommes en livres sterling, en dollars ou en francs... Après une intervention énergique là même où la liste circulait à l'arrivée de quelques trains internationaux, la liste a été retirée. Sûrement aucune machine n'a été achetée. (« Universul » du 18 sept.)

### Yougoslavie:

**Pachitch pour le projet ferroviaire des panserbes.** — Dans la lutte pour la voie ferrée Belgrade—Bosnie—Dalmatie—Spalato ou Belgrade—Serbie—Monténégro—Cattaro (projet panserbe-militariste), Pachitch a pris position pour ce dernier projet. Pachitch reste toujours .... Pachitch ! (« Obzor » du 26 sept.)

**Effondrement d'une grande banque.** — La « Banque Slave » (Ljubljana-Zagreb), dont le capital social est de 100 millions de dinars et la réserve de 40 millions, se trouve à la veille de l'effondrement. Les efforts pour arriver à une liquidation silencieuse (par la Banque de Crédit et la Creditanstalt de Laibach) ont échoué. La « Banque Slave » appartenait aux spéculateurs et aux profiteurs d'après-guerre qui s'étaient groupés autour de Pribitchevitch. Le krach survint par suite de spéculations manquées et du financement des entreprises passives du parti de Pribitchevitch. (« Obzor » du 26 sept.)

**Secours aux inondés ... d'après leurs conceptions politiques.** — Les inondés de la Vojvodina reçoivent des secours, distribués par les secrétaires des mairies qui, nommés tous par les radicaux, exigent des paysans qui demandent du secours de se faire inscrire d'abord dans le parti radical. (« Obzor » du 25 sept.)

**Député monténégrin contre la terreur des radicaux.** — Le député du parti fédéraliste monténégrin, Voulétitch, a adressé au ministre de l'intérieur un télégramme de protestation, dans lequel il dit entre autres : « Depuis que dans les dernières élections la commune de Tzoutzé a été conquise par les fédéralistes, les autorités, par l'entremise du commissaire de police Filip Djourakovitch, essayent de forcer par tous les moyens le président de la commune Paul Kriyokapitch et les autres membres du conseil communal, ainsi que les électeurs, à se faire inscrire dans le parti radical. La terreur est si grande et si brutale que plusieurs personnes ont été obligées de s'enfuir pour ne pas être massacrées par les agents des radicaux.

**Les élections communales à Laibach.** — Laibach se trouve à la veille d'élections communales. La date n'en est pas encore fixée. Sur l'intervention du parti de Raditch, le commissaire Dr Pirtch, démocrate indépendant Pribitchevitchien, a été remplacé par un haut fonctionnaire d'en dehors des partis. Mais sur la demande des cercles militaires (du général commandant), le ministère de l'intérieur a retiré sa décision et a rechargé le Dr Pirtch du poste de commissaire. Qui donc règne en Yougoslavie ?

# DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS

ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

## Die Krise der kroatischen Politik

Im Monat Juli und August d. J. schrieb Dr. Živko Bertić im Zagreber „Hrvat“, Organ der kroatischen Föderalistischen Partei, eine Serie von Artikeln über die neuen Aufgaben der kroatischen Politik. Dr. Bertić ist eine bekannte Persönlichkeit aus der serbisch-kroatischen Koalition vor dem Kriege und war ihr langjähriger Abgeordneter im kroatischen Sabor (Landtag).

Dr. Bertić stellt fest, daß in Jugoslawien die großserbische Hegemonie herrscht und daß sie durch die Kapitulation Radić befestigt wurde. Der Kampf gegen Radić, die Befreiung des kroatischen Volkes vom Radićanertum sind nach Dr. Bertić die Grundbedingungen zur Eroberung der Gleichberechtigung der Kroaten mit den Serben. Die Serben luden die Kroaten in den gemeinsamen Staat ein, wobei sie ihnen die Gleichberechtigung versprochen, später betrogen sie sie aber und drängten ihnen ihre Hegemonie auf. Dr. Bertić läßt daher an die Kroaten die Aufforderung ergehen, „zurück zum Kroatentum, zum Selbstbestimmungsrechte des kroatischen Volkes, zum kroatischen Staatsrechte“.

„Obzor“, die größte Zagreber Zeitung, die seinerzeit einen heftigen Kampf gegen Radić führte, als er der Moskauer Bauern-internationale beitrug, jetzt aber die Radićianisch-radikale Koalition unterstützt, antwortet an Dr. Bertić. Daraus ergab sich eine sehr interessante Polemik. „Obzor“ hob hervor, daß die Berufung auf das Selbstbestimmungsrecht und auf das kroatische Staatsrecht die Negierung des heutigen Staates und das Betreten des Weges der Revolution bedeute. Auf die Frage, ob dies für die Kroaten nützlich wäre, antwortet „Obzor“ verneinend. Die Revolution könnte auch nicht gelingen, inwiefern sie aber mit fremder Hilfe auch gelingen könnte, gerieten die Kroaten wieder in Abhängigkeit gegenüber dem Auslande, würden also nichts gewinnen. Es wäre besser, durch reale, opportunistische Politik den Serben eine Konzession nach der anderen zu entreißen und auf diese Weise zur Gleichberechtigung zu gelangen. Als Beispiel könne die Serbisch-kroatische Koalition aus der Vorkriegszeit dienen, die den Ungarn durch eine reale und opportunistische Politik die Positionen in Kroatien entriß, während die radikale Politik der Prawaschen (sogenannte „Staatsrechtler“, Anhänger von Starčević und Frank) vollständig steril blieb. Die Revision der Verfassung wäre das Ziel, keineswegs aber die Vorbedingung der opportunistischen Politik der kroatischen Parteien. Die Kroaten sollten sich um die Radić-Partei sammeln, als der stärksten Partei (wobei sie nicht auf das Recht der Kritik an Radić zu verzichten hätten), nicht aber — zur Freude der Serben — sich spalten.

Dr. Bertić antwortete am entschiedensten, er sei weder für die Revolution noch für die Negierung des heutigen Staates. Der gemeinsame Staat und die Monarchie seien im Interesse sowohl der Kroaten als auch der Serben. Das Selbstbestimmungsrecht leite sich bei ihm ab auf das Recht der neuerlichen Verhandlungen mit den Serben über die innere Staatseinrichtung auf föderalistischer Grundlage. Dr. Bertić erklärt sich für eine realistische und opportunistische Politik gegenüber den Serben, aber für eine kluge Politik, die den Kroaten etwas bringen wird, nicht aber für eine törichte und kapitulationalistische, die den Kroaten nichts bringt, wie sie von Radić geführt wird. Der Unterschied zwischen „Obzor“ und Dr. Bertić besteht also darin, daß der „Obzor“ den Eintritt der Intelligenz und des Bürgertums in die Radić-Partei befürwortet, die große Massen hinter sich hat, um dort die Führung zu übernehmen, während Dr. Bertić den Standpunkt vertritt, die Intelligenz und das Bürgertum müssen eine neue Partei gründen und mit ihr Radić und seine Partei stürzen. Beide sind nicht nur für die Entfernung Radić, sondern auch der Bauernschaft von der führenden Stelle in der kroatischen Politik. Ihr Ziel ist: das Bündnis der Intelligenz und des Bürgertums über und auch gegen die Bauern- und Arbeiterschaft.

Da die Bauernschaft den zahlreichsten Teil des kroatischen Volkes bildet, mit der Arbeiterschaft zusammen aber auch einen erweckten politischen Faktor, ist die bauernfeindliche Richtung sowohl des „Obzor“ als auch des Dr. Bertić nicht nur reaktionär, sondern auch antinational. Indem sich der „Obzor“ und Dr. Ber-

tić das Ziel setzen, die Bauernschaft in den Hintergrund zu drängen, sehen sie natürlich nicht genügend Kräfte zum Kampfe gegen die serbischen Hegemonisten und suchen das Heil in der realistischen, d. h. opportunistischen Politik.

Wieviel und was kann nun diese Politik bringen? Bei der Darlegung des Nutzens der opportunistischen Politik der Serbisch-kroatischen Koalition vergaß der „Obzor“ beizufügen, daß diese Politik nur zum Ziele führte, wenn man ihr als logische Ergänzung die Revolution, beziehungsweise den Krieg beifügt. Ohne den Krieg Serbiens (und der Entente) mit Österreich-Ungarn konnte die opportunistische Politik der Serbisch-kroatischen Koalition niemals zur Befreiung der Serben und Kroaten vom ungarischen Joch führen. Ebenso ist es ausgeschlossen, daß die Serben heute, in der Zeit des Imperialismus, ohne Krieg oder Revolution auf die Hegemonie über die Kroaten verzichten werden. Sie können einige Konzessionen gewähren, wie dies auch die Ungarn taten, die vollständige Freiheit und Gleichberechtigung der Kroaten kann aber ohne offenen Kampf nicht erreicht werden. Schon die Parallele des „Obzor“ selbst schließt dieses zweite Glied ein. Die radikale Politik der Prawaschen war nur deswegen steril, weil sie nicht konsequent war (radikal in Worten, opportunistisch in der Tat), keine Stütze im Volke, in der Bauernschaft suchte. Die Prawaschen, wie auch jetzt Dr. Bertić, setzten ihre Hoffnung in die Hofintrigen. Der Glaube, die serbischen Machthaber (Parteien oder Hof) werden mit der Gleichberechtigung einverstanden sein, da sie im allgemeinen Interesse des „Staates“ liege, ist ebenso schablonenmäßig, abstrakt, irreal, wie es auch der Glaube war, die Ungarn oder Deutschen (oder Habsburger) werden für die Umgestaltung der Monarchie sein, da sie dies stärken werde. Der Staat ist ein Mittel für eine Politik (bei uns für die großserbische), nicht aber ein Ziel für sich. Zur Gleichberechtigung und zur gleichberechtigten Föderation der Kroaten und Serben kann es nur in einem neuen Staate kommen.

Stellten wir einmal fest, daß die opportunistische Methode nur ein Pol der nationalen Politik ist, mit dem anderen Pol, der revolutionären Methode (Revolution von innen oder Krieg von außen), so entsteht die Frage: Welche Methode soll heute in der kroatischen Politik angewendet werden? Ist die Lage eine solche, daß es besser wäre, einen Waffenstillstand abzuschließen, d. h. eine opportunistische Politik zu führen, oder ist die Lage eine solche, daß das kroatische Maximalprogramm aufgestellt und der Weg des entschlossenen Kampfes eingeschlagen werden muß?

In der Innenpolitik wird die serbische Hegemonie mit Mühe aufrechterhalten. Eine tiefe politische und wirtschaftliche Krise erschüttert die Grundlagen des Staates und des Regimes. In der Außenpolitik sehen wir eine vollständige Isolierung des großserbischen Regimes. In Westeuropa herrschen allseits Krisen und innere Sorgen, so daß die Fesseln des Versailler Friedensvertrages zusehends bersten. Deutschland und die übrigen besiegten Länder erheben sich. Es bersten auch die Fesseln des St. Germainer Friedens, durch welchen Herr Pašić für ewig auch die Kroaten versklaven wollte. Asien erwacht, erhebt sich und siegt. Rußland — welcher Meinung immer man über sein soziales System sein möge — bedeutet eine Stärkung für die unterdrückten Völker. Hindenburg setzte nicht ohne tiefere Erwägung die von Wirth begonnene Politik des russisch-deutschen Bündnisses fort. Die Bündnisse Rußlands mit der Türkei, mit Persien und China bedeuten ein Weltprogramm für Jahrzehnte. Der Osten, der im Jahre 1848 der Herd der Reaktion war, ist heute der Brennpunkt des Fortschrittes.

Heute leben wir in einer Zeit tiefer Krisen und großer Veränderungen, und das einzige reale Programm des kroatischen Volkes kann nur der Kampf für die vollständige Gleichberechtigung und für die republikanische Föderation der Kroaten und Serben sein. Heute eine opportunistische Politik führen, bedeutet ebenso real sein, wie es im Jahre 1918 Dr. Sušteršić oder Dr. Frank waren, als sie sich für eine opportunistische Politik gegenüber Österreich-Ungarn einsetzten. Eine solche Politik kann einen realen Nutzen dem Zagreber Konzern der „Typographia“, einigen Zagreber Großbanken und auch einigen Advokaten und Professoren bringen, keineswegs aber dem kroatischen Volke.

Das Verbrechen Radić besteht darin, daß er die großen Ideen, die dem Geiste unserer Zeit und den Bedürfnissen des

kroatischen Volkes entsprechen, zum Gegenstand der Demagogie und Intrigen machte, und daß er sie im entscheidenden Moment aus Angst und ungenügender innerer Überzeugung verriet. Es ist ein offener Verrat an den kroatischen Interessen, wenn Dr. Bertić und der „Obzor“ nicht nur die Demagogie Radić, sondern auch das ganze Programm des kroatischen republikanischen Bauernturns begraben wollen. Im konsequenten und mannhaften Kampfe für die Verwirklichung des kroatischen Bauern-

programms, wie es anlässlich des Eintrittes der Kroatischen Republikanischen Bauernpartei in die Bauerninternationale formuliert wurde, liegt die Rettung des kroatischen Volkes. Jeder andere Weg führt zum Verrätertum oder in eine Sackgasse.

Durch ein unabhängiges und selbständiges Kroatien zur freien und gleichberechtigten Föderation mit den Serben und den übrigen Balkanvölkern!

J. Žanić

# FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJËR

ORGAN I MINORITETEVE TË NACIONALË E I POPUJVET BALKANIK TË SHTYPUR  
BOTOHET NË TË GJITHË GJUHËT BALKANIKE

## ENQUÊT-A E JONË

TE PERSONALITETET POLITIKE E LITERARE EUROPIANE  
PERMBI  
FEDERACIONIN BALKANIK

### Charles Vildrac

*Charles Vildrac leu në Paris në vjetë 1882. Në të ri të tij kje bashkpunëtuër i të perkohëshmevet të reja. Botoj rreshtur vepra poesije dhe kritike: Vjersha në vjetë 1905, ma vonë Images et Mirages (Piktura dhe Dukje), Le Livre d'amour (Libri i dashnis), Découvertes (Zbulime), Les Chants du désespéré (Kanga e të dispruemit) e, në vjetë 1925, L'île rose.*

*Por famën e madhe e fitoj me veprën e parë dramatike: Le Paquebot Tenacity; kjo veper kje perktithe në të tana gjuhët, dhe kje luejt në London, Genevë dhe Pragë.*

*Le Paquebot Tenacity kje aklamue në Paris, në më se dyqind sfagje.*

Së ka dyshim se gjendja e Macedonis është, si mbas fjales së Vandervelde, një shkandull evropjan. Kjo është një ner dishmit, mjerisht mjaft të shumta, të fariseismit që ka kryesue konfektionin e traktatit të Versailles, dhe të genjeshters të burravet të Shtetit që, në kohën e luftes botnore, thirrëshin të drejten e popullit me dë fatin e tij.

Shtetet balkanike do të jenë gjithnjë në ballë të luftavet të pergjakëshme, deri sa mos të kenë realisue lidhjen e tyre, federa-

cionin e tyre, në një regimë të nderimit njerzuer, të pagjës dhe të liris. Zemrimet, rivalitetet etnike që shum a pak janë të kota, kishin m'u zhdukë natyrisht krejt prej popujvet, mos t'ishin të mbajtura ndezur me gjith kujdes, prej atyre që i shtin zjarin dhe i vënë në sherbim t'ambicionevet politike të tyre ase t'interesavet të klasisit të tyre.

Prej qeverinavet të sotshme s'do të kemi kurrfarë shpese, aq më pak kuer sot shtetet e Balkanit, kalojnë neper at krisë të rrebtë të reaktionit, at barbarismë militar dhe nationalist, që vjen po thuarj kurdoherë mbas një luftes, si ner fituesët ashtu ner të mujtunit.

Edhe këtu, si gjithkund, shpëtimi dhe pagja do të vin prej popullit. Duhet që idea e federacionit balkanik, po n'at kohë që perhapet n'opininion evropjan, të bulojn dhe të smadhohet ner grumbujt popullorë të gjithë cillit Shtet t'interesum. Tuj kënd qe Federacioni Balkanik hapë rrugën e një idealit të pagjës e të sigurimit të populesinavet që kjene kurdoherë të ndjekura prej mercenarëvet, kjo idé munt të bëhet mjaft e fuqishme per të rrëzue qeverinat terroriste e per të dalë mbi to fituese.

Pá dyshim se kjo idé ndezë shpirtnat liberal dhe zëmrat shpirtnaltë kudo që të jenë!

Charles Vildrac

## Një leter prej Shqipërijet

Tiranë, me 14-IX-26.

Drejtimit të Federacionit Balkanik,

Ju kam pas shkruar perpara nja dy a tri letra cillat keni pasë mirsin me i botue, mjerisht ç'atherë nuk paç mjet si me Ju shkruar; po sot po e kam rasen me Ju dhanë disa lajme.

Federacioni Balkanik është natyrisht këtu rrebtësisht i ndaluem, por do si do është mjaft i hapur mshehtazi neper popull e këndohet me kënaqësi të madhe.

Tash të vim te do lajme permbi ket vent të mjerë që me shpejtësi vetime po i afrohet gremines.

E dini se si Ahmet Zogu e ka vue per basë të regimit të tij motton: „nep të huejvet ç'të lypin, mjaft që të rrih në fuqi“, dhe e dini se me ç'paturpesi trathitore i ka sherbye këtëj motto-s. Eshht kot me permendë të gjithë bjerrjet të shkaktueme prej kësaj rrjedhje; dy organët e nacionalisteve në dhë të huej, „Lirija Kombetare“ e Genève-s dhe „Shqiperi e Re“ e Konstancës e kan ndricue mjaft popullin permbi Sh'Naumin e Vermoshin, permbi Kishen Autokefale, permbi Banken Kombetare, permbi të gjith koncesionet grabitase etj. etj.

Të huejt e kan kuptue fare mirë mentalitetin e Ahmetit, e ç'do herë që don me xierrë ndo'j send, e tremin indirekt se po e lëshojn doret, dhe mbas pak kohet nxierrin prej Ahmetit gjith ç'kerkojn.

Mirë po, halli nuk është më te Ahmeti pse këtu nuk gjëjn kurrfarë kundershimiti, por te grabitësit vhtë, d. m. th. te të huejt. Këtu vertetohet ajo legenda e cubavet që në grabitje e siper janë të gjith top, por kuer vjen koha m'e dá plaçken, kapen e vrahën nermjet të shoshojvet.

Kështu dhe të huejt-grabitës në Shqiperi, deri sa kje puna me grabitë ishin të gjith një-mendje, dhe i shtrine doren njeni-tjetrit,

sot që duhet m'e dá plaçken, janë ngatrrue të gjith si flokët e harapit, dhe Ahmeti vhtë s'di si me i shkatrrue; vhtëm në një pikë të gjith të huejt-grabitës janë një mendimi, që Ahmeti duhet të rrin në fuqi, pse një laquai më të ndigiuhem se atë nuk munt të gjëjn, të huejt e thonë vhtë se në Ahmetin Shqiperija është bë Eldorado i grabis, nuk din veç si me e zgjidhë problemin: un të grabis, dhe tjer jo.

Mussolini, që pergjithësisht është konsekuent radikal ne qellimet e tia imperialiste, desht m'e zgjidhë çeshtjen me një të rame spatet; i çoj fjalë Ahmetit që shum më mirë do t'u zgjidhte çeshtja, po t'u kryte qysh në krye ajo zgjidhje, që fundi i fundit heret a vonë do t'u mbarote: *t'ju nepte Italis mandati permbi Shqiperi.*

Thohet se perfaqësuesi i Italis u mundue me ja mushë menden Ahmetit tuj i thanë, se *de facto* Shqiperia ish në mëshërir t'Italis, e se ato sende që ishin *pro forma*, si Presidenca e tij, Parlamenti e Senati gjithnjë do t'u lëshin në fuqi.

Thohet se Ahmetit ju desht me i admetue të gjith këto argumenta, dhe se fundi i fundit do t'a pranote edhe mandatin si tjerat, porse kish frigen e Xha-Pašiqit, kështu çeshtja mbet varas, dhe grindjet e të huejvet-grabitës e pështuene sá per niherë Shqiperin prej mandati.

Kjo rasë demaskuose veçse e ka tronditë krejt besimin e të huejvet nermjet të tyre, e si të huejt ashtu sherbtori i tyre Ahmeti e kan hapë pustullen fare.

Kështu dhe po thuarj më e ngatrrushme është gjendja e mbrendshme në Shqiperi. E dini se Ahmeti ka pasë mbledhë të gjith cubat dhe kriminelit e Shqiperis rreth vedit, a tuj i bá oficier të grades së naltë, a tuj i falë një shumë të holla, a por tuj i dhanë të drejtë me plaçkitë.

Këto cuba të hurit e të litarit ishin roja e trupit të tij, dhe me to Ahmeti u mbate në kambë.

Mirë po, friga që Ahmeti ka naj të huejt ja ka mbushë mendën se ndo një ner dashamirt e huejt grabitës, kuer mos t'i duhet

më gjë, do të perdorin naj Ahmetin, at mjet barbar që Ahmeti vehtë ka perdorë naj nacionalist.

Së kaloi shumë kohë dhe konsekuencat e kësaj idé fixe që e ka kapë Ahmetin, u diftuene aq të kiarta sa m'u prekë me dorë.

Osman Bali, majori i gardes presidenciale, nieri më i afërm i Ahmetit u vra misteriosisht në mjes të Tiranës: natyrisht gjak-sori iku dhe nuk dihet se kush është.

Miqvet t'afërm të tij Ahmeti i thotë, se ish i shternguem të veprojë kështu se goja Osmani pasha këne blë prej fqivet per t'a trahitue, — në t'jatron anë veçe pallati presidencial është veshë në zî, dhe Ahmeti thotë se do t'a dënoje gjak-sorin, natyrisht kuer t'a qesë në dorë.

Hall është veçe që tipavet t'Osman Balit mbas kësaj vrasje ju ka hi lepri në bark, e aq besata sa ka Ahmeti naj ta, aq besim kan edhe ata naj Ahmetin, friga shumvet i ka dhanë malet, dhe per Dino Hoxhen-matjanin me famë, dhe krahun e diathtë t'Ahmetit thohet se ka dalë në dhë të huej.

Munt të kuptoni lehtë prá se sa e kalbtë është basa e regimit të sotëshem, kuer shtyllat mbi të cillat mbahet janë mos-besimi dhe terrori.

Ju dhac pak shembëlla per mos-besimin që mbretnon në mjesë t'sundesvet të sotëshem; ja dhe pak shembëlla — të gjitha është e pámundur me i permbledhë këtu — permbi terrorin që sundon Shqipërin:

Së kalon javë që së ndodhë ndoj vrasje misterioze në Shqipëri: po thuj kurdoherë vrasesi ikë dhe s'dihet se kush është.

Në Shkoder e rrethina së kalon natë që mos të bëhet ndo një perpjekje, krisma e patarevet të pushkëvevet është bë një ndodhje e perditëshme: se kush u vrá, se ç'ndodhi s'merret vesh kurr.

E shuma e djemurís shkodrane kan ikë ner male, ilakát e tyre dhe të tjerë i kan burgosë në Gjinokastër, thuhet se deri tash janë bë më se 100 vehtë.

Xhendarvet, që qeveria s'është tuej mbuejt me pague, i ka dhanë lëjen m'e xierre pagesen me dorë të tyre direkt te populli, kështu ju është thanë dhe mercenarvet: munt të kuptoni lehtë se sa grabina, vrasje dhe çnderime ndodhin prej kësaj gjendje.

Nëpunësit ká më se 7 muej që s'kan marrë rrogë.

Në Veri, në Lumë e tjera vende, ká çue Ahmeti, nen komandën e të famëshmit Muharem Bajraktari, një çetë mercenarësh, per t'a shtruve vendin: d. m. th. me djegë, me grabitë e me çnderue.

Kontrabanda është një monopol i organevet qeveritar; ç'do organ me randësi ká një pjesë bregu mrenda të cilles regullon kontrabanden dhe profitin, kjo është po-thuj puna që i napin më randesi organet qeveritar, dhe prishjet nermjet të tyre ndodhin po thuj më shpesh per arsye të kollisionevet të këtyre kontrabandavet.

Ja, shkurt gjendja e sotëshme këtu: vrasje, grabi, çnderim, shkatërrim, anarkí.

Po të kemi rasë do të Ju shkruiej edhe ndoj herë per ket rrjedhje që po e çon Shqipërin në greminë: Juvet ju falemi ndërs me zëner per mprojtje që jeni tuj diftue per interesat e këtij populli të mjerë.

Tiranasi

# БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ

ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

## Напразни усилия

Цинизма на затжалата в престъпления сговористка реакция в България не познава предели.

След като не успе чрез своите подли агенти да предизвика взаимозстребителни борби в средата на добруджанското революционно движение и да го подчини и използва за свои еготицидни цели и след като отправи срещу него, в похода си през м. август т. г., открито своята брутална въоръжена сила — кървавото правителство на сговористката реакция, за да прикрие и оправдае своето тежко престъпление спрямо свободата на Добруджа, предише една гнусна и клеветническа кампания срещу падналите от братски куршум добруджански революционери.

Тая кампания започна сам Ляпчев. В едно изложение в Камарата, той нарече убитите добруджанци «разбойници и конекрадци». След него, Буров, представителя на най-черната реакция и подбудителка на всички политически убийства в България — народняцината, на път за Женева, направи изявления пред Белградския кореспондент на в. «Време», печатани в неговия брой от 5 септември, в които, след като се хвали за избиването на добруджански революционери и съобщава, че били заловени важни документи, посочващи за връзки на добруджанското революционно движение с Москва, именува борците за свободата на Добруджа «банда, която напада за пари и по инструкции на болшевишката централа във Виена», и добавя че българското правителство щело да «пристъпи към прилагането на драконовски мерки» и «немало да има милост спрямо каквато и да било предентистическа организация, която би затруднила добросъседските отношения на България. «Nous allons sévir» са последните думи на Бурова.

След убийствата на добруджански революционери през август, правителствената преса замълча близо седмица имената на убитите и широко разгласи, че в шуменско са били убити разбойници. По-късно, след като вестта за тия убийства и имената на убитите бърже се разнесе веред емиграцията, тая преса заговори вече, че били убити «комуниста Дочо Михайлов» и негови другари, организатори на «комунистически чети» в Шуменския окръг. Демократическия лист «Зора» в броя си от 19 септември пише дословно следното: «В Дочо Михайлов е намерена архива с документи, между които и един списък на видни граждани от Варна, Преслав, Осман пазар, Шумен, Разград, Провадия и другаде, които требало да бъдат избити» (sic), че задачата на Дочо Михайлов била «да организира групи, които да работят за насилственото сваляне на държавния и обществен строй». «Свободна реч», тоже от 19 септември, прави

опасно салто мортале, като свързва убийствата и арестите на добруджански революционери, станали на 26 август, с септемвриските «разкрития на комунистическата младежка организация» и с голема наивност съобщава, че «комунистическите чети на Дочо Михайлов» били под ръководството на най-активния Шуменски окръжен «комунистически комитет».

Както през време на устроената касалница през 1924 г. в гр. Горна Джумая над видни македонски революционери, кървавото правителство на Сговора на широко разстръби, че се готви обявяване на Съветска република в петричко, така и сега то избива борците за свободата на Добруджа, като напада бесен вой за «връзки с Москва», «за събаряне на държавния строй» и пр. и пр. Едни и същи са похватите на правителствата на сговористката реакция за борба срещу национал-революционните движения, щом тия последните заемат решителна позиция да бранят своята самостоятелност, да престанат да бждат негови оръдия и главно да престанат да бждат резервуар за насмни убийци срещу българските работници и селяни.

Престъпленията на сговористката власт станаха толкова много, че с своя удар и върху добруджанското освободително движение, требаше най-после да пробудят заспалата съвест на българската демокрация. Органа на демократическата партия в-к Знаме в броя си от 10 септември напечата един тържествен панегирик за Дочо Михайлов и с това допринесе много за да бжде снета маската на тая позорна и отвратителна кампания в пресата и биде пробит фронта, създаден от сговористката реакция срещу добруджанското революционно движение.

Ето с малки съкращения и неговото съдържание:

### Дочо Михайлов

Той не бе «разбойник», нито «конекрадец». Той никого не бе убил и никого не бе окрал. Обратното бе той — пазач на беззащитните свои братя от ограбване, прокуда и изстребване.

Той бе ученик на Гоце Делчев в родния си край, но не бе честит да падне, като него в борбата. Той тръгна по стъпките на Васил Левски, и като него загина от измена; подирн той подслон за отмора и там намери гроба си...

Може би Гоце бе орисаната жертва, за да дойде Илинден и целата величава борба на македонския роб. Може би съдбата отсжди Левски да бжде предаден и да увисне като прострелен орел върху стобора на Какаринското ханче, за да пламне Средногориято и се роди Шипченската епопея.

Може би и Дочо да е обречена изкупителна жертва за спасението на заплашеното Отечество. Може би...

Но както днес всека прослава на национални идеали и борби завършва с поклон пред образа-паметник на Васила Левски.

Както днес над свещените кости на Гоце гори неогасимо кандило, за да просветява духа и съзнанието на македонската младеж —

Тъй и днес се леят сълзи и пламнаха кандила от всека стреха на поробен край, за да поят копнежите в сърцата и да озаряват завета, за който загина Дочо...

И до-ще ден, когато всевишната правда и терзанията на съвестта ще въздигнат величествен паметник — не на «разбойника» и «конекрадеца», а на апостола и бореца за народни права и свободи — Дочо Михайлов.

С убийството на неустрашимия борец за свободата на Добруджа — Дочо Михайлов, както и на неговите другари, кървавата власт на банкерите, професорите и генералите в България извърши едно престъпно и злодейско дело, с огромни политически последствия. Едно широко негодувание обхваща и зрее в средата, както на добруджанската емиграция в България, така и сред работните маси в Добруджа. Фалшивата маска на големите патриотари от София е свалена. Техното лицемерно доброжелателство към освободителните борби на добруджанските маси е било винаги една от най-големите пречки за правилната революционна ориентировка, една тежка епирачка за развитието на тия борби. Тия прегради са разрушени вече. Отрезани са и престъпните ръце на агентите на сговористката власт в добруджанското революционно движение, които носят не по малки отговорности за убийството на Дочо Михайлов. Добруджанската емиграция в България не ще закъснее да вземе нова политическа ориентировка — не само враждебна спрямо деветоюнската реакция, но и за активна борба срещу нея.

Тоя открит удар срещу освободителното добруджанско движение след нанесения удар и върху македонското движение през 1924 г., ще бъде нова и още по-голема поука за македонската и добруджанската емиграция.

Българската реакция ще бъде поставена на едно и също място, заедно с гръцките, сръбските и ромънските тирани и потисници, и цята ще бъде расчистен за изграждането на единния фронт на освободителните национал-революционни движения, за борба срещу общия враг — балканската реакция. В тая си борба македонци, добруджанци и тракийци ще имат не само симпатиите, но и братската подкрепа на революционното движение на работниците и селяните на Балкана.

Такива ще бъдат и трябва да бъдат резултатите от последното престъпление на кървавата сговористка власт в България. И напразни ще бъдат нейните усилия да прикрие това свое престъпление!

Добруджански

## Кървавата вълна в България

Нова кървава вълна залива нещастната страна. От няколко месеци насам фашистката диктатура беснее. Особено откато О. на Н. разреши на Ляпчев сключването на заема за бежанците — вандализма на отговорните и неотговорни фактори в България се прояви в всичката си голота. В всеки брой на нашия вестник ние хроникараме кървавите екцесии на тия чудовища. Последните 15 дни техните «подвизи» се увеличиха. Режима на военната диктатура в България задава грижи даже и на тъй наречената легална опозиция. Арестувани са депутати от десницата на Б. З. Н. Ц. (левицата на тая партия отдавна е въвн от законите), арестуват се и се изтезават членове на Сжюз; арестуват се членове и съмишленици и от другите партии от легалната опозиция — всичко това ежедневно се хроникара в софийския печат. Вестник Знаме, орган на най-умерената партия от буржуазната опозиция, пише за режима на Воената лига следното:

«Настъргени и ожесточени, разни отговорни и неотговорни фактори почнаха да убиват сред бел ден дори и в самата столица. Те убиваха в затвори, в участаци, в Обществената безопасност; убиваха при опит за бегство. И името на България се покри с срам, който и до сега не е измит. Г-н Ляпчев не пожела, или не посме да уволни нито един от провинените си администратори и полицаи, нито пък надзърна зад кулисите на неотговорните фактори, които сами издаваха смъртни присъди над мирни граждани и сами ги изпълняваха» (Знаме, 24 септември 1926 г.).

Вестник Радикал в броя си от 23 тоя месец пише за тоя режим както следва:

«Конституционните свободи бежа спенденирани, личната сигурност необезпечена, неотговорни фактори свободно и безнаказано дълго време издаваха присъди по свое усмотрение...

И неотговорните фактори все тъй останаха незащитени и «неразкрити» от отговорната държавна власт. В последните месеци в ловчанско и троянско са извършени изтълпени и никой от меродавните фактори не е казал: Кой, защо и в

какви размери са извършени тия престъпления? Правителствения печат мълчи, той говори за «демокрация». Меродавните фактори не считат за нужно да осветлят българското общество».

Греша г. Кючуков, автора на статията, като казва, че меродавните фактори не считали за нужно да «осветлят» общественото мнение по това. Не, те «осветляват» и то не само българското, но и чуждото общественото мнение по всичко, което те вършат в страната. Те имат едно клише, с което Цанков си служеше в продължение на повече от две години. С същото клише си служат Ляпчев и Вълков. Това е «конспирацията» и «болшевишката опасност». С тази «опасност» Ляпчев и Вълков оправдават всички свои насилия и убийства. Напоследък, за да отвлекът вниманието на общественото мнение от корупцията в техните среди и за да заблудят европейското общественото мнение върху истинското положение в България, те «разкриха конспирацията на комунистическата младеж». И започнаха новия кървав поход против всичко честно и неподкупно в България. През последните дни са арестувани няколко стотици работници, селяни, синдикални деятели, журналисти. Затворите в София, Кюстендил, Пловдив, Станимака, Ямбол, Сливен, Бургас, Варна, Плевен, Лом, Шумен, Габрово и други градове са препълнени с «конспиратори». Арестуваните са подложени на най-жестоки изтезания; към тях се прилагат най-префинените инквизиционни мъчения, каквито света не познава; в историята на българския народ нема случай на такъва кървожадност и садизъм, каквито сегашните български фашисти проявяват спрямо своя народ. Кланетата, които турските султани и наши устройваха спрямо българите преди повече от 50 години, бледнеят пред инквизицията на модерните Торквемадовци. Но правителството на Воената лига не се ограничава само с инквизиционните мъчения; след като ги изтезва, то убива своите жертви. В продължение на 15 дни са отбележани пет случая на «самоубийства» в полицейските участъци и в Обществената безопасност в София.

Живота на десетки, може би и стотици, работници, селяни и интелегенти е в опасност! Ние бием тревога. Фашисткото правителство освободи големия български писател А. Страшимиров, но неговата съдба, както и тая на Хр. Кабакчиев, сега е в ръцете на неотговорните фактори. То държи в затворите Гржибаров, Ас. Бояджиев, Юрдан Милев и други синдикални деятели, чийто живот също тъй е в опасност.

Арестуваните трябва да се освободят! Това е в състояние да стори работничеството и прогресивното общественото мнение в Европа и Америка. Една смела кампания е належаща.

На протест против кървавата фашистка власт в България!

Марсел Валтер

## Безсилния бес на македонските автономисти

Вследствие статията, която ни бе изпратил нашия голем приятел **Анри Барбюс** за да протестира против практикуваната от македонските автономисти система на терор срещу ония, които не мислят като тях, органа на тия последните «Свобода или смърт» се опълчва против гениалния автор на **Огня**.

«Този французин, пише той, ни е обявил безпощадна война. След едно свое пътуване из България той се върна в отечеството си и почна да печати неверни и тенденциозни публикации, в които се говори за «белия терор» в България и за участието в него на ВМРО.»

Органа на ВМРО поставя в кавички думите белия терор. Това значи, че тя отрича явното съществуване на кървавия терор в България и доказаното участие на македонските автономисти в ужасите извършени от тоя режим, денонсиран и заклеймен от всички честни хора.

По тази именно причина, представител на тая черна организация в Париж беше един-единствен, запомнете това добре: един-единствен, който беше гласувал против дневния ред, приет на организираната напоследък от Лигата за правата на човека в залата «Société Savantes» митинг против белия терор в България. При това, на туй събрание присъстваха всички известни партизани на правителството на Ляпчев, но те не маха куража да го защитят против обвиненията отпразвени му от ораторите против тоя кървав и мръсен режим. Това поведение на автономистите хвърля ярка светлина върху истинската физиономия на тая организация, която има бесрамяето и нахалността да се титулува революционна; нейното съучастничество, както и връзките й със софийските главорези, е големо и очевидно.

След като третира Барбюса като «агент на Москва» и възпроизвежда, разбира се по един безобразен начин, статията на нашия приятел: «Глас на тревога!» за която става въпрос, защото автономистите се страхуват от истината, която приж-

ливо крият от своите партизани, фашисткия орган продължава по-нататък още по-сладко:

«Г. Барбюс е писател с големо име и с голем авторитет и би требвало да се предполага, че той ги поставя в услуга само на истината и правдата, на безпристрастната преценка. За сжжаление фактите говорят друго.»

Барбюс, според лакеите на кървавата бългърска реакция, би поставил своята всесветска известност и авторитет на писател и поет в услуга на истината, само ако беше заявил, че в България управлява едно демократическо и справедливо правителство, при което трудящите се народни маси се радват на всички граждански и политически права и че ВМРО, чиста като снег и невинна като агънце, служи на каузата на Македония.

Нашия приятел Барбюс беше писал:

«Влахов се обвинява от ВМРО, която ние можем да квалифицираме като официална, че е изоставил каузата на Македония.

Това твърдение е противно и на справедливостта и на здравия разум. Влахов, който организира в Балканска Федерация и взе участие в конституирането на ВМРО (Обединена), е служил винаги с една неуморна енергия и безгранична преданост на каузата на поробените в Македония.

Не може да се каже, че програмата на ВМРО (Обединена) уврежда в каквото и да е и в каквото и да е степен исканията на нещастната Македония мъченица. Тя—ВМРО (Обединена), води борбата открито с най-откритите средства и с най-мошните аргументи в полза на свободата на тая благородна македонска земя.»

Ето жалкия отговор, който автономистите му поставят:

«За Барбюс може да е голема добродетел, че Влахов се е заел да основава «Балканска Федерация» и некаква «Обединена ВМРО»—една фирма без съдържание, но за нашата борба, за нашето дело и за ВМРО, тази Влахова дейност е ултра-предателска, защото е насочена срещу Македония и в полза на чужди, немакедонски интереси.»

«В полза на чужди и немакедонски интереси?» Наистина ли? За това ли говорят така, защото ние не сме както тъй наречените автономисти, слепи оръдия за присъединението на Македония към България, т. е. оръдия на бългърските империалистически правителства—най-подлите врагове на бългърския народ? Автономистките слуги и техните господари, работейки за реализирането на тоя неосъществим анекционистически проект, чрез три последователни войни, заробиха не само Македония, но и България. За доказателство на това може да служи страшната съдба, която е сполетела днес и двете страни. Нека самите македонци съдят на коя страна се намират предателите!

Нашия приятел Барбюс беше направил следното заключение:

«В действителност, ВМРО, официална, е, която лошо защитава каузата на македонското население и която се стреми да заблуди световното обществено мнение.»

Но на това просто констатиране на фактите, органа на автономистите отговаря, поставяйки на Барбюса, следния въпрос:

«Вихме били любопитни да чуем как, с кои свои действия, според Барбюс, ВМРО заблуждава днес световното обществено мнение.»

Ние бехме посочили по кой начин тъй наречените автономисти беха продали и продължават и днес още да продават каузата на Македония. В отговор на техния въпрос, ние ще посочим как те искат да заблуждават световното обществено мнение.

Водителите на ВМРО, Протогеров, Александров и tutti quanti, на служба на софийската империалистическата политика, винаги са се пазели да се намисат **направо** във вътрешните работи на бългърския народ, да взимат открито и насилствено страна за или против една политическа групировка в страната. Генерал Протогеров, интимен приятел на Цанков, изнасили неутралитета, колкото и да е бил той привиден, на тая черна организация, взимайки участие в държавния преврат от 9 юни, както и в страшните жестокости, които последваха след това. Зверствата, които извършиха автономистите, разплакаха дете в майчина утроба и вдигнаха чак до небесата тревога. Тази организация, която претендира, че е носителка на некакъв идеал за свобода, се превърна в най-отвратително и жестоко оръдие на тиранията. Това беше един страшен и не-

поправим удар, нанесен на престижа и доброто име, с което се ползуваше тази «революционна» организация. Недоволна от своите подвизи, същата тая организация, плъзгайки се по наклонната плоскост на своите престъпления, стигна до там, че стана крепител на тоя режим и на тия безчовечни и жестоки хора, които избиха хиляди синове на своя собствен народ.

Ето «по кой начин и с каква дейност ВМРО заблуждава понастоящем световното обществено мнение», като иска да се представи за организация, която се бори уж за свободата.

Но това не е всичко. Барбюс беше протестираше против средствата на пропаганда на ВМРО, състоящи се в избиването на своите противници, които тя обявяваше за предатели. Убийствата, които тая организация извърши, било в страната, било в чужбина, предизвикаха навред страшно възмущение и негодувание. Наистина, никоя организация, която претендира да е революционна, не е прибегвала до такива разбойнически и бандитски методи на борба. Да заставиш противниците си да млъкнат, като ги унищожаваш физически, това е присъщо само на организации, съставени от престъпници, но не и на една партия или организация, която преследва една велика идея, един идеал.

Автономистите сами се демаскират като възхваляват убийствата. Ето какво пише по това техния орган:

«ВМРО има опит, има традиция, има закони и правилници и съгласно тех тя определя средствата и съди предателите и престъпниците. Любопитно би било също тъй да чуем от г. Барбюс какви средства би препоръчал той на една революционна организация за премахване или обезвреждане на нейните врагове? Средствата на моралните възпитателни институти, или тия на чеката на III Интернационал?»

Това е безсъвестност, която ужасява, нали? Тия крвожадни тартофи признават, че **имат свои собствени закони, свои собствени съдилища, които съдят и осъждат на смърт**, и при това те имат нахалността да се възмущават от приимите на чеката, която има поне своето право на съществуване в процеса на една революция, на една гражданска война.

Нашия приятел Барбюс беше се изказал в полза на една Балканска Федерация, която ние защитаваме в нашия вестник като единствено спасително средство за разрешението на македонския въпрос и на целата балканска проблема.

Автономистите, като добри слуги—верни псета на най-черната реакция, както и техните господари империалисти, милитаристи и шовинисти, негодуват и се възмущават от тая светла и благородна идея.

Барбюс беше писал, че «европейското обществено мнение не ще позволи, щото ВМРО да си служи със средства, за да застави да млъкнат нейните противници, като ги избива.»

«Европейското обществено мнение мисли, беше заявил великият писател, и с право, че идеята, която ВМРО защитава, е слабо защитаема, щом тя си служи с подобни средства на пропаганда. Нека тя докаже, че хората на куража и сърдцето, които се опитват в тоя момент да поставят въпроса за освобождението на Македония в един голем практичен и ясен план, са предатели. Ако те докажат това—и не е трудно да се докаже истината—то много по-сигурно ще бъдат премахнати усилията на тия хора, отколкото с куршум или кама.»

Поставен на тесно, автономистическия лист, отговаря:

«Тяжко старанието им да поставят въпроса за спасението на Македония в рамките на един голем, ясен и практичен план доказва, че Влаховци са предатели, г. Барбюс! Защото този ясен и практичен план не означава нищо друго, освен прикачането на ВМРО към колесницата на Московците, изгубването на нейната независимост и превръщането ѝ в оръдие за постигане на големи може би интереси, но в никой случай нашите, македонските.»

За ВМРО, Балканската Федерация е руско творение, извикано да обслужва интересите на Съветска Русия. Игнорира ли водачите на ВМРО, че идеята за Балканска Федерация съществуваха даже преди болшевишката революция и че тя е била препоръчвана като единствен спасителен път за народите на Балканите п-ов не само от социалистите, но даже и от демократите? Съвсем не. Те знаят това много добре. Но те я клемят и се обявяват против нея, понеже нейното реализиране предполага унищожението на правителствата на белия терор. Ето кое те не желаят да възприемат, бидейки слуги и лакеи, горещо привържани към режима на социалната реакция, която бушува не само в България, но и в целия Балкан.

# BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA  
IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

## NAŠA ANKETA

KOD ZNAMENITIH EVROPSKIH POLITIČARA I KNJIŽEVNIKA  
O BALKANSKOJ FEDERACIJI

### Henry Woodd Nevinson

*Henry Woodd Nevinson rodio se je u Leicesteru. On je svršio svoje nauke na sveučilištu u Oxfordu, književnik je i žurnalista prvog reda. Mnogo je pisao o prilikama u centralnoj Africi, Aziji, Islandu i ostalim krajevima, osobito se ističe: Rat od trideset dana, Ladysmith, Moderno ropstvo, u kojemu razlaže stanje urođenika u Africi, Zora Rusije, Novi duh u Indiji, Borba u Dardanelima i. t. d.*

*On je član Nezavisne radničke Stranke. I spada među najvažnije pisce moderne Engleske.*

Sadašnje se raskomadnje Macedonije protivi i pravедnosti i slobodi i sačinjava stalnu pogibelj za mir.

Sadašnje vlade na Balkanu ne poštuju nikako prava narodnih manjina. Od svih potlačenih naroda opet su Makedonci najpotlačeniji.

Da se riješi balkansko pitanje, trebalo bi da sasvim nestane narodnih mržnja. Ali sadašnje balkanske vlade samo potpiruju tu međusobnu mržnju i oživotvorenje je Balkanske Federacije nemoguće, dok su na vlasti sadašnji vlastodršci.

Jedino moguće rješenje balkanskog pitanja — je međutim samo Balkanska Federacija.

Trebalo bi da dodju na vladu inteligentni i sposobni ljudi i tada bi prestalo međusobno narodno takmičenje i oživotvorila bi se velika ideja Balkanske Federacije.

Balkanska Liga iz 1912 davala je zato neku nadu, ali ona je prekratko trajala. Dandanas je zadaća daleko teža nego li 1912, jer nema zajedničkog neprijatelja kao prije Turska proti kojemu bi se udružile balkanske države.

Ali što je teško — to nije nemoguće.

Henry Woodd Nevinson

### Kriza hrvatske politike

U mjesecu julu i augustu napisao je Dr. Živko Bertić seriju članaka u zagrebačkom „Hrvatu“, organu Hrvatske Federalističke Stranke, o novim zadacima hrvatske politike. Dr. Bertić je poznata ličnost iz predratne srpsko-hrvatske koalicije, čiji je on bio dugogodišnji zastupnik u Hrvatskom Saboru.

Dr. Bertić konstatuje, da u Jugoslaviji vlada veliko-srpska hegemonija i da je ona Radićevom kapitulacijom učvršćena. Borba protiv Radića, oslobodjenje hrvatskog naroda od radićevštine jeste prema Dru. Bertiću osnovni preduslov za izvojevanje ravnopravnosti Hrvata sa Srbima. Srbi su zvali Hrvate u zajedničku državu obećavajući ravnopravnost, a poslije su ih prevarili i nametnuli im svoju hegemoniju. Dr. Bertić pozivlje zato Hrvate „natrag k hrvatstvu, k pravu samoodredjenja hrvatskog naroda, k hrvatskom državnom pravu“.

„Obzor“, najveći zagrebački list, koji je svojevremeno vodio žestoku borbu protiv Radića, kad je ovaj stupio u moskovsku Seljačku Internacionalu, a koji sada podupire radićevsko-radikalnu koaliciju, odgovorio je Dru. Bertiću. Otuda je nastala vrlo interesantna polemika. „Obzor“ je istakao, da priziv na pravo samoodredjenja i hrvatsko državno pravo znači negaciju sadašnje države, da znači ići na put revolucije. A da li je to korisno za Hrvate, pita „Obzor“, i odgovara da nije. Revolucija može i ne uspeti, a u koliko bi stranom pomoći i uspjela, Hrvati bi opet došli u zavisnost prema inostranstvu, dakle ne bi ništa dobili. Bolje je realnom, oportunističkom politikom čupati Srbima jednu koncesiju za drugom i tako doći do ravnopravnosti. Kao uzor može služiti predratna srpsko-hrvatska koalicija, koja je realnom i oportunističkom politikom otimala Madžarima pozicije u Hrvatskoj, dočim je radikalna politika pravaša (pristaša Starčevića i Franka) ostala potpuno sterilna. Revizija ustava ima biti cilj, a ne preduslov oportunističke politike hrvatskih stranaka. Hrvati treba da se okupe oko Radićevog stranke, kao najjače (ne odričući se prava kritike Radića zbog njegovih „naprasitosti“), a ne da se — na radost Srba — cijepaju.

Dr. Bertić odgovorio je najodlučnije, da ni on nije niti za revoluciju niti za negaciju sadašnje države. Zajednička država i monarhija u interesu su i Hrvata i Srba. Pravo samoodredjenja svodi se kod njega na pravo ponovnog pregovaranja sa Srbima o unutarnjem uređenju države na federalističkoj osnovici. Dr. Bertić se izjašnjava za realističku i oportunističku politiku prema Srbima, ali pametnu, koja će Hrvatima nešto donijeti, a ne ludu i kapitulasku, koja Hrvatima ništa ne donosi a kakovu provodi Radić. Razlika između „Obzora“ i Dra. Bertića jeste, dakle, ta što prvi zagovara da inteligencija i građanstvo udju u Radićevu stranku, koja ima iza sebe velike mase i da zauzme

vodstvo, a drugi, da inteligencija i građanstvo osnuju novu stranku i da njome ruše Radića i njegovu stranku. Jedan i drugi su za odstranjenje ne samo Radića nego i seljaštva sa vodećeg mjesta u hrvatskoj politici. Njihov je cilj: savez inteligencije i građanstva nad pa i protiv seljaštva i radništva.

Pošto hrvatsko seljaštvo sačinjava najmnogobrojniji dio hrvatskog naroda, a zajedno sa radništvom i jedan probudjeni politički faktor, to je protuseljački pravac koji „Obzora“ toli i Dra. Bertića ne samo reakcionaran, nego i protunacionalan. Postavljajući sebi za cilj guranje seljaštva u pozadinu, naravno da onda ni „Obzor“ ni Dr. Bertić ne vide dovoljno snaga za borbu sa srpskim hegemonistima i traže spas u realističkoj, t. j. oportunističkoj politici.

Da vidimo, koliko i šta može ta politika donijeti? Izlažući koristi oportunističke politike srpsko-hrvatske koalicije, „Obzor“ je zaboravio dodati, da je ona politika vodila k cilju, samo ako joj se kao logična nadopuna doda revolucija odnosno rat. Bez rata Srbije (i Antante) sa Austro-Ugarskom, oportunistička politika hrvatsko-srpske koalicije ne bi nikad mogla dovesti k oslobodjenju Srba i Hrvata ispod madjarskog jarma. Isto je tako isključeno, da će se danas, u vrijeme imperijalizma, Srbi bez rata ili revolucije odreći hegemonije nad Hrvatima. Oni mogu činiti neke koncesije, kao što su činili i Madžari, ali do pune slobode i ravnopravnosti Hrvata ne može doći bez otvorene borbe. Već sama „Obzorova“ paralela uključuje u sebi i ovaj drugi član. Radikalna politika pravaša bila je samo za to sterilna jer nije bila dosljedna (radikalna na riječima, oportunistička na djelima) niti je tražila oslonac u narodu, seljaštvu. Pravaši, kao i sada Dr. Bertić, polagali su svoje nade u dvorske intrige. Vjerovanje, da će srpski vlastodršci (stranke ili dvor) pristati na ravnopravnost, jer da je to u općem interesu „države“ isto je tako šablonsko, apstraktno, nerearno, kao što je bilo i vjerovanje, da će Madžari ili Nijemci (ili Habzburgovci) biti za federalističko preuredjenje monarhije, jer da će je to ojačati. Država je sredstvo za neku politiku (kod nas za velikosrpsku), a ne cilj za sebe. Do ravnopravnosti i ravnopravne federacije Hrvata i Srba može doći samo u *novoj* državi.

Kad smo utvrdili da oportunistička metoda znači samo jedan pol nacionalne politike, čiji je drugi pol: revolucionarna metoda (revolucija iznutra ili rat izvana), onda nastaje pitanje: koju metodu treba u hrvatskoj politici danas upotrebiti? Je li situacija takova, da je bolje sklapati primirje, t. j. voditi oportunističku politiku ili je situacija takova, da treba postaviti maksimalni hrvatski program i ići putem odlučne borbe?

U unutrašnjoj politici srpska hegemonija jedva se drži. Duboka politička i gospodarska kriza potresa temelje države i režima. U vanjskoj politici vidimo potpunu izolaciju velikosrpskog režima. U zapadnoj Evropi ima toliko kriza i unutarnjih briga, da lanci Versaljskog mira očigledno pucaju. Nje-



mačka i ostali poraženi narodi dižu se. Pucaju i lanci Saint-Germainskog mira, kojim je gosp. Pašić mislio vječno i Hrvate zaslužniti. Azija se ne samo budi, nego i diže. I pobjedjuje. Rusija, bez obzira šta se misli o njenom socijalnom sistemu, znači pojačanje za sve potlačene narode. Nije zaludu Hindenburg nastavio politiku rusko-njemačkog saveza, koju je započeo Wirth. A savezi Rusije sa Turskom, Perzijom i Kinom znače jedan svjetski program za decenije. Istok, koji je bio 1848. legio reakcije, danas je žarište progressa.

Danas je vrijeme dubokih kriza i velikih promjena i jedini realni program hrvatskog naroda može danas biti borba za potpunu ravnopravnost i za republikansku federaciju Hrvata i Srba. Voditi oportunističku politiku danas, to znači biti onoliko realan, koliko su god. 1918. bili realni — Dr. Sušteršić ili Dr. Ivica Frank, kad su se zalagali za oportunističku politiku prema Austro-Ugarskoj. Takova politika može donijeti „realne“ koristi

„Tipografiji“ i nekolikim zagrebačkim bankana, pa i nekim advokatima i profesorima, ali nikako hrvatskom narodu.

Radićev zločin sastoji se u tome, što je on velike ideje, koje odgovaraju duhu našeg vremena i potrebama hrvatskog naroda uzeo kao predmet demagogije i igre i što ih je u odlučnom momentu od straha i nedovoljnog unutarnjeg uvjerenja izdao. Otvoreno je izdajstvo hrvatskih interesa, kad Dr. Bertić i „Obzor“ hoće da pokopaju ne samo demagogiju Radića, nego i sav program hrvatskog republikanskog seljaštva. U dosljednoj i muževnoj borbi za ostvarenje hrvatskog seljačkog programa, kako je on bio formulisan prigodom ulaska HRSS-a u Seljačku Internacionalu, leži spas hrvatskog naroda. Svaki drugi put vodi k izdajstvu ili u čorsokak.

Kroz nezavisnu i samostalnu Hrvatsku ka slobodnoj i ravnopravnoj federaciji se Srbima i ostalim narodima Balkana!

J. Žanić

# ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ  
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

## Η ΕΡΕΥΝΑ ΜΑΣ

ΑΝΑΜΕΣΑ ΣΤΙΣ ΠΟΛΙΤΙΚΕΣ ΚΑΙ ΦΙΛΟΛΟΓΙΚΕΣ ΠΡΟΣΩΠΙΚΟΤΗΤΕΣ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΗΣ

για την

## ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΝ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

### ΔΡ. ΒΙΛΧΕΛΜ ΕΛΛΕΝΜΠΟΓΚΕΝ

Γεννήθηκε στὰ 1863. Ἐπῆρε τὸν τίτλο τοῦ διδάκτορος τῆς ἰατρικῆς στὸ Πανεπιστήμιο τῆς Βιέννης. Ἀπὸ τὰ 1889 εἶναι μέλος τοῦ σοσιαλδημοκρατικοῦ κόμματος τῆς Αὐστρίας. Ἀπὸ τὰ 1901 μέλος τοῦ Κρατικοῦ Συμβουλίου καὶ βουλευτῆς. Κατέγινε μὲ τὴν ἐξωτερικὴ πολιτικὴ στὶς „ἀντιπροσωπεῖες“ τῆς παλαιᾶς μοναρχίας. 1919—1920 μέλος τῆς Κυβερνήσεως, ὑφυπουργὸς τοῦ ἐμπορίου καὶ ὑπουργὸς τῆς Σοσιαλιστικοποιήσεως.

Ὁ Δρ. Ἐλλενμπόγκεν εἶναι ἓνας ἀπὸ τοὺς πῖθ διακεκριμένους ἀγωνιστὰς τοῦ αὐστριακοῦ σοσιαλδημοκρατικοῦ κόμματος. Εἶναι ἀπὸ πολλὸν καιρὸ μέλος τοῦ Προεδρείου τοῦ κόμματος. Μὲ τὴν ἀκούραστὴ του δουλειὰ κατέλαβε μιὰ ἀπὸ τὶς πῖθ διακεκριμένες Θέσεις μέσα στὴ διεθνῆ σοσιαλιστικὴ κίνηση.

Διεκρίθη ἰδιαιτέρα γιὰ τὸν σφοδρὸ του ἀγῶνα κατὰ τὸν ἰταλικὸ καὶ διεθνὸς φασισμό. Εἶναι ἀλησμόνητος ὁ σφοδρὸς του λόγος στὴ Βουλὴ ἐναντίον τοῦ Μουσσολίνη καὶ τοῦ πολιτευμάτος του, ποὺ εἶχε γιὰ ἀποτέλεσμα ἓνα πολὺχροτο διάβημα ἐκ μέρους τοῦ Προεδρείου.

Ὁ χειρισμὸς τοῦ ἐθνικοῦ ζητήματος καὶ ἰδιαιτέρα τοῦ ζητήματος τῶν ἐθνικῶν μειονοτήτων, σύμφωνα μὲ τὶς συνθήκες τῆς εἰρήνης κάθε ἄλλο ἀποτελεῖ παρὰ „λύσιν“. Πρέπει νὰ χαρακτηρισθῆ ὡς ἀδύνατος διότι ἐμβάλλει ἔλα τὰ σχετικὰ κράτη — καὶ εἶναι πάρα πολλὰ — σὲ διαρκὴ ἀνησυχία, προσεχνεὶ ἀδιακόπως παραβιάσεις τοῦ δικαίου καὶ ἐκβιασμούς, ὀδηγεῖ σὲ ἀδιάκοπες αἱματηρῆς συμπλοκές, καὶ ἀπειλεῖ διαρκῶς τὴν εἰρήνην τῆς Εὐρώπης καὶ τοῦ κόσμου. Ἐδῶ συμπεριλαμβάνεται, ἐννοεῖται, καὶ μάλιστα στὴν πρώτη γραμμῇ καὶ τὸ μακεδονικὸ ζήτημα. Τὰ βίαια καθεστῶτα ποὺ τώρα στὴ Βαλκανικὴ βρίσκονται στὴν ἀρχῇ, εἶναι, ἐν μέρει, ἀποτέλεσμα αὐτῆς τῆς διακανονίσεως τοῦ ζητήματος τῶν μειονοτήτων ποὺ ἐξακανονιάζει τὰ κράτη νὰ βρίσκονται διαρκῶς ἔτοιμα γιὰ πόλεμο, καὶ ποὺ ἀνάγκασε τόσα τμήματα λαῶν παρὰ τὴν θέλησίν τους, ἀλλ' ἀκόμη καὶ παρὰ τὶς ἐπίσημες ὑποσχέσεις τῶν νικητριῶν δυνάμεων, νὰ ὑποταχθοῦν κάτω ἀπὸ ξένα κράτη. Οἱ προϋποθέσεις, ὑπὸ τὶς ὁποῖες θὰ μπορούσε νὰ πραγματοποιηθῆ μιὰ πραγματικὰ δίκαια καὶ εἰρηνικὴ λύση τοῦ Βαλκανικοῦ γάους καὶ πρὸ πάντων τῶν ἐθνικῶν διαμαχῶν τῆς Βαλκανικῆς, εἶναι κυρίως δύο:

1. Ἡ ἐπίτευξη τελείως δημοκρατικῶν πολιτευμάτων, δηλαδὴ ἡ ἐπίτευξη τῆς ἀρχῆς τῆς πραγματικῆς αὐτοδιοικήσεως τῶν βαλκανικῶν λαῶν.

2. Ἡ δημιουργία μιᾶς Ὀμοσπονδίας ἐπὶ τῆς βάσεως αὐτῆς τῆς δημοκρατικῆς ἐλευθερίας τῶν βαλκανικῶν λαῶν.

Δὲν χωρεῖ ἀμφιβολία, ὅτι ἡ ἐκπλήρωση αὐτῶν τῶν αἰτημάτων ἀπαιτεῖ μιὰ μακροχρόνια προετοιμασία, διότι πρόκειται ἐδῶ περὶ ἓνος ριζικοῦ ἱστορικοῦ κινήματος, κατὰ τὸ ὁποῖο θὰ πρέπει νὰ ἐξολοθρευθοῦν ἓνα πλῆθος ἀναχρονιστικῶν, ἱστορικῶν ριζωμένων παραγόντων. Ἀλλὰ ὅπως ἡ Τουρκία τώρα διέρχεται μιὰ περίοδο ριζικῆς μοντεροπονήσεως, ἔτσι θὰ πέσει στὸ τέλος καὶ στὰ ὑπόλοιπα βαλκανικὰ κράτη κάθε ἀναχρονιστικό. Τὸ πρῶτο ποὺ πρέπει νὰ πέσει ὅμως εἶναι οἱ σημερινῆς βαλκανικῆς Κυβερνήσεως, ὅλες χωρὶς ἐξαιρέση, ποὺ ἀντιπροσωπεύουν ἓνα τελείως ἐξηχρειωμένο, αἱματοβαμμένο καθεστῶς τῆς Βίας καὶ τῆς Δουλείας.

Στὶς προϋποθέσεις ὅμως ἀνήκει καὶ ἡ εἰρηνοποίησις τῆς ὑπολοίπου Εὐρώπης. Ἐφ' ὅσον ἡ καπιταλιστικὴ ζήλεια τῶν εὐρωπαϊκῶν μεγάλων δυνάμεων εἶναι ἔτοιμη, ἐξ αἰτίας τῶν ἀγορῶν ἀκατεργάστον ὑλικῶν καὶ ἐμπορευμάτων κ. τ. λ. νὰ κάμνει πολέμους καὶ νὰ χρησιμοποιοῖ γιὰ τοῦτον τὸν σκοπὸν ἄλλα Κράτη ὡς ἀντικείμενα τῆς ἐριδος καὶ ὡς θέατρα πολέμων (καὶ τὰ βαλκανικὰ κράτη κυρίως χρησιμοποιοῦνται γιὰ αὐτοὺς τοὺς σκοπούς), δὲν μπορούμε νὰ περιμένουμε μιὰ εἰρηνικὴ καὶ φιλελεύθερη λύση τοῦ Βαλκανικοῦ ζητήματος, διότι μιὰ τέτοια λύση θὰ παρηγοχλεῖτο πάντοτε ἀπὸ τὶς Δυνάμεις αὐτές. Φυσικὰ: μιὰ Συνένωση τῶν Βαλκανικῶν Λαῶν ἐπὶ δημοκρατικῶν βάσεων θὰ ἦταν τὸ ἰσχυρότερο μέσον ἀμύνης ἐναντίον τῆς πλεονεκτικῆς αὐτῆς καὶ φιλοπολέμου πολιτικῆς τῶν εὐρωπαϊκῶν Κυβερνήσεων.

Δρ. Β. Ἐλλενμπόγκεν

### ΒΙΚΤΩΡ ΜΑΡΓΚΕΡΙΤ

Ὁ Βικτώρ Μαργκερίτ κατάγεται ἀπὸ τὴ Λορραίνη. Γεννήθηκε στὰ 1866. Γυὸς ἓνος στρατιωτικοῦ, τοῦ στρατηγοῦ Ζὰν Ἐγκύστ Μαργκερίτ, πέρνει τὸ ἐπάγγελματοῦ πατέρα του. Στὰ 1896, λοχαγὸς τῶν δραγῶνων, παραιτεῖται γιὰ νὰ ἀφοσιωθῆ στὴ φιλολογία ποὺ θὰ εἶναι ἓνας ἀπὸ τοὺς πῖθ ὀνομαστοὺς ἀντιπροσώπους τῆς στῆ Γαλλία. Ἐγραψε μὲ τὴν συνεργασία τοῦ ἀδελφοῦ του Πῶλ Μαργκερίτ, μιὰ σειρά ἔργων, ἰδιαιτέρα τὴν σειράν ποὺ φέρει τὸν τίτλο Μιὰ ἐποχῇ, ποὺ καθιερώνει τὴ δόξα τῶν ἀδελφῶν Μαργκερίτ.

Ἀπὸ τὸ Μάρτιο 1905 ὡς τὸν Ἀπρίλιο 1907 εἶναι πρόεδρος τῆς Ἐταιρείας τῶν ἀνθρώπων τῶν Γραμμάτων. Στὰ 1906, τὸ

Journal δημοσιεύει ένα από τα πιά δυνατά του έργα: Πόρνη. Έπειτα εκδίδεται Le talion. Στά 1909, Το ρόδο των έρειπίων.

Η πατρική Γη στά 1917. Ύστερα από τον πόλεμο στά 1919, Στην έχθη του Γκρεμου, Μία άγρια καρδιά, άλλγερινό ρομάντζο, και Ό ήλιος μέσα στη φυλακή. Στά 1922 Η Γκαρσόν, ώμή μελέτη της έκλύσεως των ήθών που έπροκάλεσε ο Μεγάλος ανθρώπινος σκοτωμός. Είχε μία μεγάλην έπιτυχία και για τούτο, έστρεψε κατά του συγγραφέα της όλες τις ύποκριτικές και αντίδραστικές δυνάμεις. Παράπονα της Ένώσεως των οικογενειαρχών που έχει για πρόεδρό της το στρατηγό Καστελνώ. Άρνηση της Κυβερνήσεως να άφήσει να μεταφρασθεί το έργο μπροστά στα δικαστήρια. Καθαίρεση του Παρασήμου για παραπτώματα έναντιον της „τιμής“.

Ο Βικτώρ Μαργκερίτ είναι αντίκειμενο έκδικητικών ενεργειών, τοσοούτο μάλλον καθ' όσον, μέσα στην τραγική λάμψη της παγκόσμιας συγκρούσεως ή συνείδησή του έκαμε έναν απότομο πήδημα, και έτσι έμπήκε σιγά σιγά στον έπαναστατικό δρόμο. Ο Βικτώρ Μαργκερίτ, έμολογεί κατά τον άκόλουθο τρόπο την εξέλιξή του:

„Η οικογενειακή μου άγωγή, το φιλολογικό μου παρελθόν, με είχαν κάμει, παρ' όλο που συνέγραψα την Πόρνη, να άράξω στο δρόμο της πατροπαράδοτης καριέρας. . . . Λεγεώνας της Τιμής, Άκαδημία, μου εφάνονταν, χωρίς να με άποτυφλώνουν όλως διόλου, ως σκοποί που θά ήταν άξιοι να τους φθάσει

καιές. Μου έμενα ακόμα και κάποια πρόληψη στρατιωτική. . . . Για τούτο, μολονότι ήμουν από τον καιρό της Ίστορίας του πολέμου του 70 και της Έποχής δηλωμένος ειρηνόφιλος, έπεσα στην παγίδα: του πολέμου του „Δικαίου.“

Έκτοτε εξέδόθησαν ο Σύντροφος και το Ζευγάρι, συμπληρώνοντας με την Γκαρσόν την τριλογία της Γυναίκας. Στά 1925, οι Κακούργοι ζωντανό κατηγορητήριο κατά των αίτιων του πολέμου. Σε λίγο: Τα θύματα.

Ο Βικτώρ Μαργκερίτ ένώνει σήμερα μαζίμε το τάλαντο του μεγάλου συγγραφέα και την άρετή ενός άξιου μιλιτάν για κάθε δίκαια κίνηση.

Οι συνθήκες της ειρήνης που άνεμόρφωσαν στά 1919 την Εύρώπη, δέν είναι παρά ένα όργανο διαρκούς πολέμου. Κάτω από το έμβλημα της Ίσχύος εξακολουθεί ή Βασιλεία της Κτηνωδίας.

Ίδιαίτερα ή Μακεδονία, ξεσητισμένη, ή Μακεδονία τρομοκρατημένα, καταπιεσμένη, εξεθμισμένη, εξακολουθεί να είναι μία από τις πυριτιδαποθήκες της Εύρώπης.

Μονάχα μία Βαλκανική Όμοσπονδία, όχι όμως των σημερινών Κυβερνήσεων — που είναι ένα κοπάδι κοράκια πάνω στο πεδίο της μάχης — παρά των λαών, μπορεί να έγκαινιάσει την περίοδο της Ειρήνης.

Πότε: Αυτό είναι το μυστικό των άδυνάτων της σήμερα, που είναι οι δυνατοί της αύριον, άμα θά ένώσουν τις θελήσεις τους.

Βικτώρ Μαργκερίτ

# FEDERATIJA BALCANICA

BI-LUNARĂ

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR ASUPRITE DIN BALCANI  
APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

## Adevăratul instrument contra oligarhiei

Viata politică este în frământare. Toate partidele se agită. Guvernul Averescu, care a încercat să ducă în unele puncte o politică mai potrivită păturilor burghezo-oligarhice pe care el le reprezintă, a fost chemat de către oligarhia liberală la realitate: el a trebuit să afle încăodată că este doar comisionarul oligarhiei liberalo-palatiste și că este periculos să-și încheipue că puterea ce i-a fost încredințată îi aparține chiar lui; guvernul Averescu a trebuit să-și aducă aminte că el are numai menirea să o păstreze, în schimbul unor avantajii bine limitate, pentru momentul când oligarhia liberală va socoti momentul potrivit pentru revenirea ei la guvern. Liberalii au arătat astfel nu numai averescanilor, ci și întregii opoziții, că factorul politic atotputernic în statul actual tot ei mai sunt încă.

Dar puterea oligarhiei liberale s'a dovedit și în alt chip: chiar în sânul guvernului liberalii au arătat că au agenți și aliați. În timp ce o parte a miniștrilor, reprezentanți ai marilor moșieri și ai speculanților agriculturii, precum și ai marilor capitaliști neînghițiți încă de trustul liberal, căutau să ia măsuri favorabile acestor pături mari-capitaliste, dar neconvenabile liberalilor, o altă parte a miniștrilor, și printre ei chiar ministrul de finanțe, s'au împotrivit luării acestor măsuri susținând politica economică a liberalilor.

Aceste demonstrații publice ale atotputerniciei liberalilor nu au putut rămâne fără înfrăurire asupra conducătorilor partidelor de opoziție zise democratice. E drept că puterea liberalilor este precumpănitoare în situația de astăzi din România și covârșește puterea celorlalte partide datorită numai faptului, că aceste partide nu sunt în stare a mobiliza și porni masele populare contra oligarhiei. Dar tocmai pentru că conducătorii partidelor de opoziție nu sunt hotărâți să se sprijine pe acțiunea efectivă a masselor contra oligarhiei, tocmai deaceea în ochii conducătorilor acestor partide puterea oligarhiei liberale apare impunătoare și fascinantă. Urmarea demonstrațiilor de putere ale oligarhiei liberale și-au avut efect asupra conducătorilor partidelor opoziționiste: ele au întărit curente din aceste partide cari preconizează o alianță deschisă cu oligarhia. Cel mai vizibil este acest proces de *oligarhizare a conducătorilor opoziției* în Partidul Național. Intrarea grupului Goldiș în guvernul Averescu a dat ghies și curaj și altor grupuri naționale. Astfel un grup de conducători naționali ardeleni, condus de părin-

tele Man și de d. Sever Dan (dar pare-se inspirat de d. Vaida-Voevod), a și dus pe cont propriu tratative de „fuziune“ cu liberalii. Un alt puternic grup, condus de d. Iorga și alcătuit mai ales din naționali regățeni, este inclinat mai mult spre o înțelegere cu generalul Averescu.

În Partidul Tărănesc deasemenea se dezvoltă un curent, care-și caută în persoana doctorului Lupu conducătorul și care socotește că în cadrul regimului din România de astăzi nu se poate ajunge la putere decât prin un singur mijloc: vânzare către oligarhie. Un alt mijloc ar fi revoluția. Dr. Lupu nu are însă „încredere“ în revoluție. Nu că n'ar vrea-o! O, dimpotrivă, dr. Lupu vrea revoluția — dar s'o facă alții. Într'un discurs recent ținut la sala Dacia d-sa și-a dat drumul supărării și disprețului față de acest popor românesc „căruia îi place sângele, dar dela alții“, „care nu-i în stare să facă revoluție și se risipește ca potârnicile la cel dintâi semnal de goarnă al armatei“. Așadar dr. Lupu e supărat că poporul nu face revoluția, căci d-sa este dispus oricând să primească puterea, pe care poporul ar cuceri-o cu sânge și i-ar aduce-o pe tîpsie plocon. Dr. Lupu însă, ce face d-sa astăzi pentru revoluție? Nu numai că își dă coatele cu oligarhia, dar dezarmează și masele în măsura în care ele sunt pornite pe luptă dărză contra regimului oligarhic. La aceeași întrunire d-sa a spus: „Nu e vremea acuma de principii. Încliați-vă principiile în ladă.“ Cu alte cuvinte: acuma-i timpul pentru înțelegerea cu oligarhia, numai așa mai putem ajunge a ne înfrupta din ciolanul puterii, a avea principii și a lupta pentru ele este o prostie. Aruncați principiile la lada cu gunoi! Iată lozinea conducătorilor țărăniști din grupul d-rului Lupu.

Înrăurirea oligarhiei asupra conducătorilor opoziției a crescut deci în ultimul timp. Dar în același timp a crescut și mizeria și spirul de revoltă al masselor populare. Indexul de scumpete pe care îl aduce ziarul marelui capital *Argus* — falsificat și micșorat în interesul capitaliștilor — arată o creștere de 53 de ori față de costul traiului în 1916. Paritatea-aur a leului însă este numai de 40. Așadar scumpetea întrece deacuma paritatea leului cu 13 puncte, ceace însămnă că raportat la valoarea leului dinainte de război traiul socotit în aur s'a scumpit cu 32.5% față de 1916. Indexul salariilor este însă în mijlociu, după statisticele oficiale — deci falsificate și mărite în interesul capitaliștilor —, sub de 30 de ori (în multe branșe chiar mai puțin de 20 de ori) față de 1916, adică cu 23 de puncte sub indexul de scumpete; salariile sunt în realitate adică aproape pe jumătate față de cele din 1916. Lozinea de eri a muncitorimii „vrem salariile dinainte de război socotite în aur“

este deci depășită de indexul de scumpete care a întrecut paritatea-aur; muncitorimea ridică acuma lozincă „vrem salariile socotite în aur după scara mobilă a indexului de scumpete“.

Țărănimea se încovoie tot mai mult sub greutatea birurilor și a jafului public. Iată cum trasează (*Adevărul* din 26 Sept.) d. Madgearu, unul din fruntașii țărăniști, tabloul satului românesc de astăzi: „Agenții fiscoșii, întovărășiți de jandarmi și urmați de care, intră în gospodăriile țăranilor, îi somează să plătească întreaga sumă datorită (fiscoșii sau băncilor, I. M.) și dacă oamenii n'au bani, le ridică de prin case până și straele lor... Orice funcționar, militar sau jandarm se socoate în drept a cere la orice oră din zi sau din noapte unui țăran să facă un drum cu căruța fără nici-o plată... Alt abuz de aceeași natură este concentrarea țăranilor pentru munci agricole. Cercurile de recrutare servesc astfel de birouri de palsare de muncitori agricoli la marii proprietari, în vechiul regat, expediind cu forța pe plugarii scoși dela munca ogoarelor proprii ca să robească în folosul altora...“ (D. Madgearu face aici o gravă confuzie: d-sa numește asta o „operație de birou de plasare“. Biroul de plasare presupune un muncitor liber, deci raporturi capitaliste. Aicea este însă evident vorba de muncă silită, deci de un raport iobăgăst. Domnii țărăniști însă contestă perzistența regimului neo-iobăg în România, așa se explică și confuzia comisă de d. Madgearu.)

Presiunea acestor mase țărănești, muncitorești ca și a celor de mijloc, a funcționării, a minorităților naționale, a împiedicat până acuma pe conducătorii oligarhizați ai opoziției a-și realiza „programul“: trecerea la oligarhie. Produsul acestei presiuni a maselor asupra partidelor democratice a fost chemarea la viață și întărirea unei aripe stângi atât la țărăniști cât și la social-democrați. Pe de altă parte un curent în Partidul Național, în frunte cu d. Maniu, și altul în Partidul Țărănesc, în frunte cu d. Mihalache, caută să păstreze simpatiile acestor mase populare, deziluzionate de nevolnicia conducătorilor opoziției, prin aceea că se importivesc unei

alianțe fățișe cu oligarhia. Aceasta nu îndreptățește însă nici-o iluzie față de aceste grupuri. Capitulara din Martie a acestor național-țărăniști, cari s'au declarat atunci convertiți la politica „continuității“, arată că nici acești „adversari“ ai alianței pe față cu oligarhia nu sunt mai brezi decât ceilalți, partizanii unei înțelegeri fățișe, ai unei fuziuni cu liberalii sau averescanii. Pe când cei din urmă își dau poalele peste cap, cei dintâi își ascund trupul diform sub haina unei pseudo-intransigențe față de o înțelegere cu oligarhia.

Acești conducători preconizează fuziunea Partidelor Naționale și Țărănești pentru a crea astfel un „instrument de guvernare“ capabil a înlocui pe liberali. În realitate însă singurul instrument capabil a înlocui oligarhia nu poate fi decât „instrumentul“ care o va doborâ. Și anume: lupta hotărâtă a maselor populare. Conducătorii partizani ai fuziunii național-țărănești sunt însă dușmanii întrebunțării acestui instrument, — ciocanul acțiunii maselor. Ei fac fuziunea nu pentru a putea zdrobi pe liberali și cuceri puterea, ci pentru a se putea vinde pe preț mai bun liberalilor și a putea căpăta bucăți cât mai grase din ciolanul puterii. Fuziunea național-țărănistă nu tinde deci la mobilizarea maselor, ci la trădarea lor.

Masele însă învață tot mai mult că scăparea lor este în crearea frontului unic al țărănimei, muncitorimii și al naționalităților asuprite. Și că masele asuprite și exploitate se află pe drumul acesta ne-o dovedesc și alegerile comunale dela Arad: împotriva tuturor partidelor unite într-un bloc, care a întrunit în total 3500 voturi, Blocul Muncitoresc-Țărănesc a întrunit el singur 2500, în timp ce fasciștii nu au strâns nici 400.

Numai pe acest drum se află izbânda maselor asuprite și exploitate din România contra oligarhiei dominante și contra „instrumentelor“ ei.

I. Mateescu

# БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

## НАША АНКЕТА КОД ЗНАМЕНИТИХ ЕВРОПСКИХ ПОЛИТИЧАРА И КЊИЖЕВНИКА О БАЛКАНСКОЈ ФЕДЕРАЦИЈИ

### Артур Мекменс

Артур Мекменс родио се је 1888 у Гласгову у Шкотској. Ступио је 1907 у социјалистички покрет. Он управља 1907 великим штрајком у Сингеровој текстилној компанији. За време рата он је директор «Социјалиста». Био је ухапшен и протеран из Гласгова 1915. Био је поновно ухапшен 1917 као председник комитета штрајка механичара. Он је био и председник комитета стеварда и узео је видног учешћа у стварању радничке комунистичке партије. Он је био и њезин председник све до 1923, кад је било председништво укинато и замењено одбором. Био је члан партијског одбора цело време.

Он је био умешан у аферу Зиновјевог писма. Он је један од комуниста који је био осуђен на шест месеци затвора и у задње време пуштен на слободу.

Хитам да вам одговорим на ваша питања. Пљачка балканских земаља и угњетавање балканских народа је најогавнија ствар у развоју светског капитализма. Ја не одговарам на ваша питања у оној форми, како сте ми их поставили јер не могу о њима опширније расправљати. Територијални и дипломатски аранжман створио је читаве групе интереса који се глобу као гаврани око стривне.

Положај на Балкану је најозбиљнији проблем у светској политици и садржава све елементе поновног и свеопштег су-

коба. И он ће то бити све дотле док сами радници из различитих балканских држава не узму у своје руке решавање овог питања и не удруже се у праву Балканску Федерацију радничких република. Све што нам се наводи као национални антагонизам и разлика раса — није него дело економских интереса, која настоје да извуку користи из партикуларистичних разлика. Стварно не постоји довољно великих разлика између радника и сељака тих земаља, које би омеле складан рад и развој.

Историски пример Уније Социјалистичких Совјетских Република са множином привидно опречних интереса и националних карактеристика јасно нам показује да те разлике не спречавају никако народе да се уједине и раде сваки за властиту судбину. Што би могло спречити балканске народе да исто тако учине? Тај начин комадања и поделе народа и земаља ми јасно опажамо у ону, што се наизвиље Британско Царство са 450 милиона потлачених људи, који се налазе потпуно под влашћу шаке финансијера и акцијонера.

Сва ваша настојања морају ићи за тим да присилите стране империјалисте да се повуку са Балкана. У првом реду то је енглески империјализам, који својим махинацијама подстрекава један народ против другог и тиме много доприноси да букне нови рат. Енглески политичари, који говоре само о миру, урадили би много паметније код би онемогућили експанзију енглеског капитала. Ометањем роварења енглеског капитала на Балкану, они би допринели много да даду свету мир,

за којим чезне, док својим говораницама само уништавају тај мир.

Ваш је положај сличан оном у Кини. Иза свих сплетака разних националних буржоазних марионета јасно се виде империјалисти Енглеске, Француске, Америке. Њихови прети воде све те игре. Да се коначно реши балкански проблем треба обогорити њихову силу у Централној Европи.

Нити бугарска, нити српска, нити грчка национална буржоазија нису у стању да реше овај проблем, јер су оне само играчка у рукама једне или друге финансијске групе.

Само федерација балканских народа у једној унији република радника и сељака — може да реши овај проблем. Ето зато ја радим у том правцу!

Артур Менменс

## КРВНИЦИ

од  
Априја Барбиса

— Бели терор на Балкану? Којшта! То је проста измишљотина револуционара, непријатеља друштва и правног поретка! Трагедија која се одиграва пред нашим очима није друго него борба између реда и нереда, легалности и илегалности. Сви они, којима је на срцу одбрана друштва и цивилизације морали би се окупити око нас, подупрети нас, јер је наша борба и њихова борба.

То је теза, коју бране балкански властодршци—они, које генијални аутор «Огња» назива крвницима.

Гледаоци балканске драме осећају се веома сметени. С једне стране они виде како ове исте владе, које се испуцају као чисти поборници реда и закона, дају чити пример нереда и противзаконитости, угуњетавања и варварства, како се докопавају власти оружаном силом и државним ударом и одржавају се на њој насиљем, убијањем, тамницама, изванредним мерама и терором. С друге стране велика информативна штампа, у служби и на расположењу балканских властодржаца, заводи јавно мишљење хотимичним извртањем чињеница и истине.

И та борба између истине и лажи уноси сумњу у духове, поремећеност, што опет сили и људе са најбољим намерама да заузму скептички став очекивања.

И «Крвници», то ново ремек-дело Барбисово, руше у прах и пепео сву ту кулу лажи, коју подиглоше балкански сатрапи око свог ужасног посла.

То је нека врста величанствене зубље, коју снажни пролетерски писац носи кроз балканску трагедију и осветљује све њезине тамне крајеве.

Обузет ужасом пред страшним призором толиких злочинастава, толиког зверства, што га починише у крви огрезле балканске владе, Барбис позива на узбуну због непрестаног убијања; он жигосе тај наказни закон—без примера у законодавном животу народа, који се називље закон о заштити државе и који сили родитеље да пријаве своју децу. Он се клања са неизмерном љубави пред патњама «племенитих» сиромашних народа, преданих без одбране грабежљивости «паразитских влада», он приказује «организацију уништења», војничке лиге, полицију, македонски комитет (U. M. R. O.), фашисте и козаче, који се такмиче у уништавању маса, организације, против којих се народ не може бранити. Он је описао са не смиљеном тачношћу калварију «народа на крижу», «земље ужаса», «убојства у серијама», «патње утамничених», он говори о «исчезнулим» . . . и подвлачи велику самилост «одговорних родитеља». Барбис приказује у свој њиховој голотињи «влада против народа»; «против жена и деце», «против омладине», «против учитеља и интелектуалаца» и против сваке слободе. Он прибија на стуб срамоте «одговорне», он одлучно рашчињава изговор, који употребише ове владе крваве реакције—а то је «Антибољшевизам», он износи пред јавност оружје, којег се прихватилише тирани—«фалсификати»; он диже свој глас против ужасне судбине «балканских народних мањина»; «Врдељ, Бесарабија под јармом», «на крст разапета Македонија», «Опустошена Тракија», «Избрисана Црна Гора»; Јевреји, «вечити узрок сваког зла». Он расветљује «улогу великих сила», које имају на Балкану двоструки циљ: израбљивање народа, организацију контрареволуције и фашизма. Он наводи како је орган антанте «међусавезничка комисија за репарације» интервенирала да се пониште неки закони и уредбе чисто демократског карактера, које је био издао Стамболијски. Пошто је

попут Данте-а оцртао балкански накао, пита се Барбис: што да се ради?

Може ли се рачунати на службене силе, на биле оне које му драго? Никада, јер то нису постављене власти—нити у овој прилици као нити у каквој другој, «које би биле гласници људске савести».

Може ли се рачунати на Друштво Народа?

На то се не може више ни мислити, јер оно није ништа друго него лига кабинета, интернационално министарство старог света, које ради на извршењу мировних уговора, који имају исту основицу као и само Друштво Народа—тако рећи, све друго само не лига народа.

А Лига за одбрану човечких права? Нити она, јер се Лига није усудила учинити оно што је морада или што је могла.

Јавно мишљење има ту велику и племениту мисију правде и поправака неправде! Оно мора радити и подићи свој глас—слободно и отворено пред очајним јауком балканског полуострва.

То је разлог, што се основаше у разним крајевима «одбори за заштиту жртава белог терора на Балкану», који ће с једне стране имати задаћу да прикажу свету истину, коју скривају лажна службена обавештења и да изнесу на основу испитаних вести тачну слику фактичног стања и објективни приказ ствари, а с друге стране да проводе живу пропаганду за корисну и велику идеју Балканске Федерације.

Затим се Барбис зауставља дуго на «највећем политичком процесу на свету», на процесу у Татар-Бунару, руглу правде и износи његове ужасне и одвратне перипетије.

Барбис овенчава своје дело осветника са пламеним позивом «на балканске народе», да не рачунају на помоћ света, него сами на себе. «Ништа ви нећете одозог примити него преваре и батине каже он, . . . Ваши непријатељи су ваше владе».

Он велича њихове патње, он слави њихово мучеништво и назире кроз крваву могилу садашњице зачетак румене зоре социјалне правде.

Дело Барбисово, како је било очекивати изазвало је панику међу крвницима, који настоје умањити његово дејство, тиме што вичу на сва уста и у тому налазе своју највећу одбрану, да је то дело партијског човека.

Празни и бедни аргуменат . . .

«Ја имам потпуно право да кажем», пише Барбис у предговору свог дела «да је моја мисија била извршена потпуно неодвисно и искрено и да је од почетка до краја била проведена без икаквог утицаја партијског предубеђења, да се не ослаби њен објективни и непристрани карактер.»

Мало даље наставља Барбис: «Индивидуална мишљења не смеју имати удела при стварним утврђењима. Ја понављам овог пута, кад сам оставио Француску и упутио се на југоисток Европе, ја сам драговољно оставио по страни моју особу као активног борца. Ја нисам био партијски човек, него напросто човек, који у потпуној слободи духа полази да студира на лицу места конкретне догађаје, да по том даде рачуна о својим опажањима и истраживањима.» И заиста нису «Крвници» никакво субјективно дело, него дело чисто и строго објективно. Барбис не излаже у њему доктрине и теорије, он се не упушта у транспаренталне спекулације, него говори о фактима и бројкама. У томе и лежи снага његовог дела.

Да се корисно могу обратити балкански крвници, они би морали уништити та факта и те догађаје. Али то успркос свих могућих средстава, које поседују балкански крвници—нису они у стању учинити.

То је разлог зашто «Крвници» улевају толики страх крвницима а доносе толико окрепе жртвама, које благосивљају Барбиса, што их је тако дивно осветио.

А. Лусиен

# ماكدونيا خاطراتى

(دردنجى مکتوب)

## بلغار ماكدونيا سندهكى مظالم

بونلرى، بيلز دكل بعضيرى ايشى آكلاپورلر چكيليورلر، بعضيرينك كوزيني بو قودومان حكومتلر ييلد يرمش بونلر، ده ويريله مز، قوتلدرلر ديورلر، بعضيرينك پارا كوزيني قاشد يرمشدر. دور سورهلر، ياشايالم، وارسون بو اوغورده بر قاچ يوزيك معصوم قانى، كويلي قانى، منور قانى دو كوسون نه چيقار.

باق قارداش ملتك آلنى تريله، بيكلرجه فداكارلقلر ايله آچيلان بلغار مکتبلرنده يتشديريلن لتجلى چانقوف حكومتى نه ياپدى ۱۹۲۵ ده ۸۲۰ ابتدائى معلم و معلمه سى آغرارد، مضردر ديهه آچيغه چيقاريور، مخالف پارتي به منسوب نه قدر مؤسسات خيره، مکتب، خسته خانه، تجارخانه كبي ايليك ايشلرى وارسه همسى قيايلير. حالبوكه بو ايليك نه ولى نه قدر بيوك زحمتلره، نه قدر بيوك فداكارلقلره ميدانه كمشدر. بونلرى كيم ياپارسه ياپسون مادامكه خير ايشلر، ايلكلر، ايشه، بنايه، برلكه نيچون دشمنلق ايديلير؟ چونكه پارا حرصى، چونكه قودومان افنديلرى، اوروا انترقه جيلرى بويه اوكره تيور. او نه ولى واراينكن سز بلغارلرى، بلغار ملتى اسير كبي قوللانه مازسيكر، اوخير نه ولى، اوسنديقلر، اوتشكيلات دائما ملتك كوزيني آچار. سز اونلرى قياينك، معلملرى اولديريكن، كويلي فرقه سنه منسوب چو جقلى او قومئيكز، حتى يوكسك صنفله قدر، مکتبك صوك صنفنه قدر كلكش كويلي فرقه سى چو جقلى مکتبلرني اكلاله بيمر كه ده مساعده ايتايكز، اونلرى مکتبلردن قوويكز ديهه سويليورلر و اويله ده اولدى! معلملر جعيتك بلغارستانده ۲۵۰۰ قيتلى اعضا سى وارايدى، بونلر مکتبك الك منور الك پاتريوط آداملرى ايدى، جمعيت قيايدى، بونلر همان قسم اعظمى اولديرلدى حبسخانه لرده چوروتلدى. ايشته بو جمعيتك كاتبي (لامبي قاندهف Lambi Kandeff) پك خيغ بر صورتده پارچالاشمدر، بونى سز پك اعلا بيليرسيكز، يوزلرجه كنج ستودنت پدرلرى كويلي فرقه سنه منسوب اولدقلر نيچون ليسهلردن قوولاشدر. بزم بابايكيت ماكدونيا قومئيه سى ليدهلرلى هانكى وجدانله، هانكى ملتجيكلكه كندى مکتبى حقتده بو فاجعه لك ياپيلماسنه راضى اوليور، وبلكه ده الك بو يوك جلا دلغى كندى اللربله ياپولر. ماكدونىالى سن كندى ملتك، مستقل بر بلغار حكومتك اداره سى آتنده كويا مشروطى بر حكومتك عادل قانونلرله ياشايورسك دكلنى؟ مى مکتبلر ك قيايلر، معلم و معلملر ك غزته جيلر ك اشكجه ايله اولديريلىر، نه ويكز ياقيلر، يورديكزدن وطنكزدن قوولورسيكز، بونلر، بتون بونلر بر بلغار ملتك حكومتى طرفندن بلغار قانندن بلغار ايلله ياپيليور. بونك اچومنى سز بو قدر سنه لره قانكزى دو كديكز. شوالده دوشون بره قارداش. آلداعه، يلمه، قورقه، حق، حقيقتى كورديككز يردن آيرلما. الله حقك ياردنجيسيدر.

شار (مابعدى كله جك)

سزه اولكى مکتوبده بز كويليله قارشى بالقان حكومتلرنيك ياپدقلى جنيتلردن، دشمنلقلردن بحث ايتشيدم. بو قانلى صحيفه لرى ده بر آز ده شه جكم بونلر ك ياپدقلىرني ده بر آز ينى بو مکتوبده يازاجم، آدن صوكره سزه دشمنلر يمزى بر بر كوستره جكم بو دشمنلقلر نه انترقه لره، نه دسيسه لره بالقامزه صوقولديغنى سزه پك آچيق اكلانه جعم. باق ماكدونىالى قارداش سنك نامنه كويا كه سزى قورتارمق نيچون تشكل ايتش اولان بر ماكدونيا قومئيه سى، ماكدونيا ار ككلرى سزه نه لرا ياپيور. بو قومئيه نيچون سز لره بو يوك فداكارلقلر ياشيديكز. بالقان حربنده اوردولر ك او كنده سز دكليديكز؟ بونلر بتون بلغار، صرب حكومتلرله برابره سزه بر مستقل ماكدونيا ويره جكز ديمه مشلرمى ايدى؟ سزه حر يتكز وحق صربكز نيچون آل اله وريديكز ك باشده سز اوله رق سونكو سونكويه حرب ايتديكز صوكره بو حكومتلر سزه وعدلرني ياپديلرمى؟ هر بر لرى حد و دلرني آتيرمق، بيومتك نيچون طوغريدن طوغرى به ماكدونىانك يوردينه، حياتنه قصد ايتدیلر، صرب، بلغار، يونان ماكدونىانى تقسيم ايتدیلر، آر لنده ياپلاشدیلر، زواللى ماكدونىالى فداكارلغى قارشولغى، مكافاتى اولارق مهاجر اولدى، يوردندن قوغولدى، بلغار، روم، صرب، آرناتود، ولاح ديهه رك بوغازلاندى. بونلر كافي دكلكش كبي بو ماكدونيا دايليرى، بويكيت ماكدونيا قومئيه سى صايتلمش اولان بو بلغار حكومتنه آلان قصابلق ايديلور، هر كون معصوم كويلي اولديريور، بز اوتونوم بر ماكدونيا ياپاجغز ديهه باشقه درلو دوشونلرى بوغازلايور، كندى قارداشنى پارچه لايور، كندى قاننى اچيور. نه ياپاجقسكز؟ — اوتونوم بر ماكدونيا — كيملكه؟ — صايتلمش بر بلغار حكومتيله مى...! پك ابي جانم، بو اوتونوم ماكدونىانى صربدن، يوناندىن نصل قورتاراجقسك، آنلر بو سنك بلغار حكومتلكه هپ بر قفاده، بر پولتيقه ده... هر برى سوز برلكى ياپش اسكى قفاده بر نه مپريالست حكومتى قدرنده بيومتك، اوسيستمده حكومتلر جانلانديرمقده در. بوكون يوغوسلاويا بلغار حكومتنه بر قاريش ير ويره مز چونكه قوتلدر، چونكه افنديسى، افنديلرى او حكومتى بالقانى ازمك نيچون بيوشمدر. بالقان ملتيرني كندى حسابلر نه ژاندارمه لى ايتك نيچون بويه بر يوغوسلاويا ميدانه چيقارمشلردر. بونك نيچوندر، بو سنك بلغار حكومتى رجالى ابي بيلدكلر نيچوندر كه بارى بزه بول بول پارا آلالم، بو سلطنتى قورالم، ياشايه لم ديور. زواللى ماكدونيا قومئيه سى ناميله اورنه به چيقان بو بد بخت كيمسه لر كيمي صافدلكلكه كيمي انترقه ايله بو دوزه نك، بو انترقه نك قوربانى اوليور. يازيق بره ماكدونىالى، سنك اختلالرله ميدانده بر تاريخك وار، دوشون كه سنى قورتاره جق سندن باشقه قوت بولنه ماز. بو قدر سنه تجر به لرك يمه ديمى؟ آكلامدكمى كه بو قورناز اوروپايلير انسانك ماسكه سى آتنده آراغزه كيره رك بر بر يرك قاننه كيرديلر، جاننه قويديلر. ديديكم كبي بو ماكدونيا قومئيه سى آداملرى

# بalkan فده راسيونى

هر اون بش كونده انتشار ايدر

بalkan اقليتلرينك ومظلوم ملتلرينك مجموعه سيدر

بالعموم balkan لسانلرنده يازيلمقده در

## سياست وادبيات آدملى نردنده انكهمز.

### پول لوئى.

اقليلتك حقوق بوكونكى مستبد balkan حكومتلى باقى قالدقچه تا مين ايديله مز. بو استبداد يالكز اقليلتى دكل عمله صنفى ده تضييق ايتكده در. رومانيا وبولغارستان بوكا بر مثالدر.

اوروپايك بو كوشه سنده جارى اولان حال حاضرى تصحيح ايجون يكانه چاره، ملتلك قاريشيك اولدقلىنى و امپرياليسست و بورژوا حكومتلك ضابطه قوتيله موقع اقتداره طودقلىنى نظر دقته آلاق بر balkan فده راسيونى تشكيل ايتكدر. بو صورت حل، حربدن اول اجتماع ايدن سوسياليسست قوتغره لر طرفندن ايلرى سورولمشدى. شمديكى balkan حكومتلى، تمثيل ايتدكلى طبقه اجتماعيك منافعى مدافعه ايتدكلى مسلع بر مليتورلك ايجنده قاپالى طور مقده درلر. يالكز پرواه تاريانك غلبه سى، عمله وكويلونك زمام اداره بي اللرينه آلارلى بويله بر فده راسيونك تشكيللى ايجون مساعد بر زمين احضار ايديه بيلير.

بalkanلرك مرتجع حكومتلى عليه نطق وقلم ايله مجادله ايدنلردن بولونديغم ايجون بو حكومتلك موجوديتنى صلح ومسالنه قارشى دائمى بر تهلكه كجى تلقى و بين الملل عمله طبقه لرنيك حریت و حقوق ايله غير قابل تأليف بوليورم.

پول لوئى.

۱۸۷۲ تاريخنده تولد ايدن پول لوئى صور بونده و پارس حقوق فاكولته سنده حقوق و تاريخ تحصيل ايتكدر. ۱۸۹۶ ده سوسياليسست فرقه سنه دخول ايله همان مهم بر رول اوينا ديغى كجى فرقه نك دائمى مركز اداره سى اعضالغى احراز ايتش و حربدن صوركه قومونيسست فرقه سنك يوران هيئتى اعضالغنه لچمشدر. Humanité غزته سنك سياست خارجيه قسمنى در عهده ايتكده بوساحه ده بويوك بر علم و وقوف ارانه و بين الملل سياستك بالعموم تفرعات و غوامضه كسب نفوذ ايله مشدر. پول لوئى آروپا و آمريكانك بالجمله سوسياليسست غزته لرند و مجموعه لرند چالشمشدر. اك مهم اثرلى شونلدر: فرانسز سوسياليزمك تاريخى، فرانسز سنديقه لرنيك تاريخى، دولت عليه نده سنديقاليزم، روما عالنده مساعى، بالزاق وزولاده اجتماعى نمودجلىر، عالشمول انقلاب، بورژوا اصول اجتماعيسنك انقراضى.

حربدن صوركه عقد ايدن صلح معاهده نامه لرندن هيچ برينى ملتلك حقوقيله قابل توأم بوليورم. بو معاهده لر عسكرى ويا اقتصادى ملاحظاته استناد ايتكده اولوب امپرياليسست غالبلر طرفندن معلوملر زورله امضا ايتدريشمشدر. بالخاصه دول معظمه نك وصايتى آتنده بولونان balkanلرده بو صورته حركت ايديشدر.

Adresse du journal  
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE  
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

### SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour  
6 mois 0.25 et 3 Schil. pour l'Autriche,  
5 et 60 cents pour tous pays restants

#### Texte français (925—936)

**Notre Enquête sur la Fédération Balkanique**  
Charles Burcklin — Lucien Guiland — Léon Nicole — Alice Descandres  
Henri Barbuse: Anton Strachimiroff a été arrêté  
Paul Louis: Politique extérieure et politique intérieure dans les Balkans  
G. Kazanovsky: Après l'échange des notes diplomatiques. Le « danger bolchévique »  
La question de la Bessarabie et le traité italo-roumain. Un exposé de M. Stere, ancien président du « Sfatul Tseri »  
Dobroudjansky: Le mouvement révolutionnaire en Dobroudja sous les coups de la réaction roumaine et bulgare  
Marcel Walter: La vague sanglante en Bulgarie  
B. Delitch: L'oppression nationale en Yougoslavie  
Maranaj: Les proportions des forces intérieures en Albanie  
Melingos: Pour le 24 octobre

*La réaction dans les Balkans: Faits et événements*

#### Texte allemand (937—938)

J. Žanić: Die Krise der kroatischen Politik

#### Texte albanais (938—939)

**Enquêt-a e jonë përmbi Federacionin Balkanik**

Charles Vildrac

Tiranasi: Një leter prej Shqipërijet

#### Texte bulgare (939—941)

Добруджански: Напразни усилия  
Марсел Валтер: Кървавата вълна в България  
Безсилния бес на македонските автономисти

#### Texte croate (942—943)

**Naša Anketa o Balkanskoj Federaciji**

Henry Woodd Nevinson

J. Žanić: Kriza hrvatske politike

#### Texte grec (943—944)

Ἡ ἐρευνὰ μας ἀνάμεσα στους πολιτικούς και λογογράφους τῆς Εὐρώπης περί τῆς Βαλκανικῆς Ὀμοσπονδίας

Dr. Vilhelmi Ellenspöcken — Viktor Marguerit

#### Texte roumain (944—945)

I. Mateescu: Adevăratul instrument contra oligarhiei

#### Texte serbe (945—946)

**Наша Анкета о Балканској Федерацији**

Артур Мекменс

А. Луциен: Крвници

#### Texte ture (947—948)

سياست وادبيات آدملى نردنده انكهمز: پول لوئى  
شار: ماكدونيا خاطراتى — دردلجى مكتوب

# ماكدونيا خاطراتى

(درديجى مکتوب)

## بلغار ماكدونيا سندهكى مظالم

بونلرى، بيليز دكل بعضيلرى ايشى آكلاپورلر چكيليورلر، بعضيلرينك كوزيني بو قودومان حكومتلر ييلد يرمش بونلر، ده ويريله مز، قوتلدرلر ديورلر، بعضيلرينك پارا كوزيني قاشد يرمشدر. دور سورهلر، ياشايالم، وارسون بو اوغورده بر قاچ يوزبيك معصوم قانى، كويلي قانى، منور قانى دو كوسون نه چيقار.

باق قارداش ملتك آلنى تریله، بيكلرجه فداكارلقلر ايله آچيلان بلغار مکتبلرنده يتشديريلن لتجلى چانقوف حكومتى نه ياپدى ۱۹۲۵ ده ۸۲۰ ابتدائى معلم و معلمه سى آغرارد، مضردر ديهه آچيغه چيقاريور، مخالف پارتي به منسوب نه قدر مؤسسات خيره، مکتب، خسته خانه، تجارخانه كبي ايليك ايشلرى وارسه همسى قيايلير. حالبوكه بو ايليك نه ولى نه قدر بيوك زحمتلره، نه قدر بيوك فداكارلقلره ميدانه كمشدر. بونلرى كيم ياپارسه ياپسون مادامكه خير ايشلردير، ايلكدر، ايشه، بنايه، برلكه نيچون دشمنلق ايديلير؟ چونكه پارا حرصى، چونكه قودومان افنديلرى، اوروا انترقه جيلرى بويه اوكره تيور. او نه ولى واراينكن سز بلغارلرى، بلغار ملتى اسير كبي قوللانه مازسيكر، اوخير نه ولى، اوسنديقلر، اوتشكيلات دائما ملتك كوزيني آچار. سز اونلرى قيايكن، معلملرى اولديريكن، كويلي فرقه سنه منسوب چوچقلى او قومئيكز، حتى يوكسك صنفله قدر، مکتبك صوك صنفنه قدر كلكش كويلي فرقه سى چوچقلى مکتبلرني اكلاله بيمر كه ده مساعده ايتايكز، اونلرى مکتبلردن قوويكز ديهه سويليورلر و اويله ده اولدى! معلملر جعيتك بلغارستانده ۲۵۰۰ قيمتلى اعضاسى وارايدى، بونلر مکتبك الك منور الك پاتريوط آداملرى ايدى، جمعيت قيايدى، بونلر همان قسم اعظمى اولديرلدى حبسخانه لرده چوروتلدى. ايشته بو جمعيتك كاتبي (لامبي قاندهف Lambi Kandeff) پك خيج بر صورتده پارچالاشمدر، بونى سز پك اعلا بيليرسيكز، يوزلرجه كنج ستودنت پدرلرى كويلي فرقه سنه منسوب اولدقلر نيچون ليسهلردن قوولاشدر. بزم بابايكيت ماكدونيا قومئيه سى ليدهلرلى هانكى وجدانله، هانكى ملتيجيلكله كندى ملكتى حقنده بو فاجعه لرك ياپيلماسنه راضى اوليور، وبلكه ده الك بو يوك جلا دلغى كندى اللربله ياپولر. ماكدونىالى سن كندى ملتك، مستقل بر بلغار حكومتك اداره سى آتنده كويا مشروطى بر حكومتك عادل قانونلرله ياشايورسك دكلى؟ مى مکتبلر ك قيايلر، معلم و معلملر ك غزته جيلر ك اشكجه ايله اولديريلىر، نه ويكز ياقيلر، يورديكزدن وطنكزدن قوولورسيكز، بونلر، بتون بونلر بر بلغار ملتك حكومتى طرفندن بلغار قانندن بلغار ايلله ياپيليور. بونك اچومنى سز بو قدر سنه لره قانكزى دوكديكز. شوالده دوشون بره قارداش. آلداعه، يلمه، قورقه، حق، حقيقتى كورديككز يردن آيرلما. الله حقك ياردچيسيدر.

شار (مابعدى كله جك)

سزه اولكى مکتوبده بز كويليله قارشى بالقان حكومتلرينك ياپدقلى جنيتلردن، دشمنلقلردن بحث ايتشيدم. بو قانلى صحيفه لرى ده بر آز ده شه جكم بونلر ك ياپدقلىرني ده بر آز ينى بو مکتوبده يازاجم، آدن صوكره سزه دشمنلر يمزى بر بر كوستره جكم بو دشمنلقلر نه انترقه لره، نه دسيسه لره بالقامزه صوقولديغنى سزه پك آچيق اكلانه جعم. باق ماكدونىالى قارداش سنك نامنه كويا كه سزى قورتارمق اچون تشكل ايتش اولان بر ماكدونيا قومئيه سى، ماكدونيا ار ككلرى سزه نه لرياپيور. بو قومئيه اچون سز لره بو يوك فداكارلقلر ياشيديكز. بالقان حربنده اوردولر ك او كنده سز دكليديكز؟ بونلر بتون بلغار، صرب حكومتلرله برابر سزه بر مستقل ماكدونيا ويره جكز ديمه مشلرمى ايدى؟ سزه حریتكز وحق صرحتكز اچون آل اله وريديكز ك باشد سز اوله رق سونكو سونكويه حرب ايتديكز صوكره بو حكومتلر سزه وعدلرني ياپديلرمى؟ هر برلرى حد و دلرني آتيرمق، بيومتك اچون طوغريدن طوغرى به ماكدونىانك يوردينه، حياتنه قصد ايتدیلر، صرب، بلغار، يونان ماكدونىانى تقسيم ايتدیلر، آرلنده ياشيدیلر، زواللى ماكدونىالى فداكارلغى قارشولغى، مكافاتى اولارق مهاجر اولدى، يوردندن قوغولدى، بلغار، روم، صرب، آرناتود، ولاح ديهه رك بوغازلاندى. بونلر كافي دكلكش كبي بو ماكدونيا دايليرى، بويكيت ماكدونيا قومئيه سى صايتلمش اولان بو بلغار حكومتنه آلان قصابلق ايديلور، هر كون معصوم كويلي اولديريور، بز اوتونوم بر ماكدونيا ياباجغز ديهه باشقه درلو دوشونلرى بوغازلايور، كندى قارداشنى پارچه لايور، كندى قانى اچيور. نه ياباجقسكز؟ — اوتونوم بر ماكدونيا- كيمكله؟ — صايتلمش بر بلغار حكومتيله مى ۱۰۰۰! پك ابي جانم، بو اوتونوم ماكدونىانى صربدن، يوناندىن نصل قورتاراجقسك، آنلر بو سنك بلغار حكومتكله هپ بر قفاده، بر پولتيقه ده... هر برى سوز برلكى يامش اسكى قفاده بر نه مپريالست حكومتى قدرنده بيومتك، اوسيستمه حكومتلر جانلانديرمقده در. بوكون يوغوسلاويا بلغار حكومتنه بر قاريش ير ويره مز چونكه قوتلدر، چونكه افنديسى، افنديلرى او حكومتى بالقانى ازمك اچون بيوشمدر. بالقان ملتيرني كندى حسابلر نه ژاندارمه لى ايتك اچون بويه بر يوغوسلاويا ميدانه چيقارمشلردر. بونك اچوند، بو سنك بلغار حكومتى رجالى ابي بيلدكلر اچوندركه بارى بزه بول بول پارا آلالم، بو سلطنتى قورالم، ياشايه لم ديور. زواللى ماكدونيا قومئيه سى ناميله اورنه به چيقان بو بد بخت كيمسه لر كيمي صافدلكله كيمي انترقه ايله بو دوزه نك، بو انترقه نك قوربانى اوليور. يازيق بره ماكدونىالى، سنك اختلالرله ميدانده بر تاريخك وار، دوشون كه سنى قورتاره حق سندن باشقه قوت بولنه ماز. بو قدر سنه تجر به لرك يمه ديمى؟ آكلامدكمى كه بو قورناز اوروپا ليلر انسانك ماسكه سى آتنده آراغزه كيره رك بر بر يرك قاننه كيرديلر، جاننه قويديلر. ديديكم كبي بو ماكدونيا قومئيه سى آداملرى

# بalkan فده راسيونى

هر اون بش كونده انتشار ايدر

بalkan اقليتلرينك ومظلوم ملتلرينك مجموعه سيدر

بالعموم balkan لسانلرنده يازيلمقده در

## سياست وادبيات آدملى نردنده انكهمز.

### پول لوئى.

اقليتلرک حقوقى بوکونكى مستبد balkan حكومتلى باقى قالدقچه تا مين ايديله مز. بو استبداد يالكز اقليتلى دكل عمله صنفى ده تضييق ايتكده در. رومانيا و بولغارستان بوکا بر مثالدر.

اوروپايك بو كوشه سنده جارى اولان حال حاضرى تصحيح ايجون يكانه چاره، ملتلك قاريشيك اولدقلىرني و امپرياليست و بورژوا حكومتلك ضابطه قوتيله موقع اقتداره طودقلىرني نظر دقته آلاق بر balkan فده راسيونى تشكيل ايتكدر. بو صورت حل، حربدن اول اجتماع ايدن سوسياليست قوتلره لر طرفندن ايلرى سورولمشدى. شمديكى balkan حكومتلى، تمثيل ايتدكلى طبقه اجتماعيك منافعى مدافعه ايتدكلىرني مسلح بر مليتورلك ايجنده قاپالى طور مقده درلر. يالكز پرواه تاريانك غلبه سى، عمله و كويلونك زمام اداره بي اللرينه آلارلى بويله بر فده راسيونك تشكيللى ايجون مساعد بر زمين احضار ايديه بيلير.

بalkanلرک مرتجع حكومتلى عليهنده نطق و قلم ايله مجادله ايدنلردي بولونديغم ايجون بو حكومتلك موجوديتنى صلح و مسالنه قارشى دائمى بر تهلكه كجى تلقى و بين الملل عمله طبقه لرنيك حریت و حقوق ايله غير قابل تأليف بوليورم.

پول لوئى.

۱۸۷۲ تاريخنده تولد ايدن پول لوئى صور بونده و پارس حقوق فاكولته سنده حقوق و تاريخ تحصيل ايتكدر. ۱۸۹۶ ده سوسياليست فرقه سنه دخول ايله همان مهم بر رول اوينا ديغى كجى فرقه نك دائمى مركز اداره سى اعضالغى احراز ايتش و حربدن صوركه قومونست فرقه سنك يوران هيئتى اعضالغنه لچمشدر. Humanité غزته سنك سياست خارجه قسمنى در عهده ايتكده بو ساحه ده بو يوك بر علم و وقوف ارانه و بين الملل سياستك بالعموم تفرعات و غوامضه كسب نفوذ ايله مشدر. پول لوئى آروپا و آمريكانك بالجمله سوسياليست غزته لرند و مجموعه لرند چالشمشدر. اك مهم اثرلى شونلردر: فرانسز سوسياليزمك تاريخى، فرانسز سنديقه لرنيك تاريخى، دولت عليهنده سنديقاليزم، روما عالنده مساعى، بالزاق و زولاده اجتماعى نمودجلىر، عالشمول انقلاب، بورژوا اصول اجتماعيسنك انقراضى.

حربدن صوركه عقد ايديلن صلح معاهده نامه لرندن هيچ برينى ملتلك حقوقيله قابل توأم بوليورم. بو معاهده لر عسكرى ويا اقتصادى ملاحظاته استناد ايتكده اولوب امپرياليست غالبلر طرفندن معلوملر زورله امضا ايتديرلشدر. بالخاصه دول معظمه نك وصايتى آتنده بولونان balkanلرنده بو صورته حركت ايديلشدر.

Adresse du journal  
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE  
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

### SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour  
6 mois 0.25 et 3 Schil. pour l'Autriche,  
5 et 60 cents pour tous pays restants

#### Texte français (925—936)

**Notre Enquête sur la Fédération Balkanique**  
Charles Burcklin — Lucien Guillaud — Léon Nicole — Alice Descandres  
Henri Barbuse: Anton Strachimiroff a été arrêté  
Paul Louis: Politique extérieure et politique intérieure dans les Balkans  
G. Kazanovsky: Après l'échange des notes diplomatiques. Le « danger bolchévique »  
La question de la Bessarabie et le traité italo-roumain. Un exposé de M. Stere, ancien président du « Sfatul Tseri »  
Dobroudjansky: Le mouvement révolutionnaire en Dobroudja sous les coups de la réaction roumaine et bulgare  
Marcel Walter: La vague sanglante en Bulgarie  
B. Delitch: L'oppression nationale en Yougoslavie  
Maranaj: Les proportions des forces intérieures en Albanie  
Melingos: Pour le 24 octobre

La réaction dans les Balkans: Faits et événements

#### Texte allemand (937—938)

J. Žanić: Die Krise der kroatischen Politik

#### Texte albanais (938—939)

Enquêt-a e jonë përmbi Federacionin Balkanik

Charles Vildrac

Tiranasi: Një leter prej Shqipërijet

#### Texte bulgare (939—941)

Добруджански: Напразни усилия  
Марсел Валтер: Кървавата вълна в България  
Безсилния бес на македонските автономисти

#### Texte croate (942—943)

Naša Anketa o Balkanskoj Federaciji

Henry Woodd Nevinson

J. Žanić: Kriza hrvatske politike

#### Texte grec (943—944)

Ἡ ἐρευνὰ μας ἀνάμεσα στους πολιτικούς και λογογράφους τῆς Εὐρώπης περὶ τῆς Βαλκανικῆς Ὀμοσπονδίας

Dr. Vilhelmi Ellenspöcken — Viktor Marquardt

#### Texte roumain (944—945)

I. Mateescu: Adevăratul instrument contra oligarhiei

#### Texte serbe (945—946)

Наша Анкета о Балканској Федерацији

Артур Мекменс

А. Луциен: Крвници

#### Texte ture (947—948)

سياست وادبيات آدملى نردنده انكهمز: پول لوئى  
شار: ماكدونيا خاطراتى — دردليجي مكتوب